

J. Dujardin

# LE MOUVEMENT NATIONAL BELGE

## ACTIVITES DANS LE DOMAINE DU RENSEIGNEMENT ET DE L'ACTION 1941 - FEVRIER 1944

On ne va jamais aussi loin que lorsqu'on ne sait pas où l'on va.

CROMWELL

*Telle est la remarquable, et prophétique, citation placée par Camille Joset, fondateur de M.N.B., en exergue d'un ouvrage qu'il a consacré en 1927 à sa captivité en tant que Prisonnier Politique pendant la Première Guerre Mondiale.*

### REMARQUES LIMINAIRES

Le titre de cet article nécessite, je pense, quelques explications.

Si j'ai voulu tenter d'étudier ici cette activité « Renseignement - Action » d'un Mouvement légalement déclaré de « Résistance Armée », mais pourtant connu surtout pour un journal clandestin, *La Voix des Belges*, ce n'est évidemment pas par simple goût du paradoxe mais parce que je trouve ce problème intrinsèquement intéressant. Je reste néanmoins persuadé du caractère plus juridique que réel et moins judicieux que matériellement nécessaire, d'une fragmentation du « Phénomène Résistance » en Résistance Armée, Renseignement - Action, Résistance Civile et Résistance par la Presse. Cette division ne se justifie vraiment que par les liquidations des divers groupes au lendemain de la Libération. J'espère d'ailleurs que le lecteur retirera cette impression globale de l'histoire de la symbiose d'un Mouvement de Résistance, le M.N.B., et d'un Service de Renseignements, *Mill*, récit qui occupe la partie essentielle de cet article.

Je dois, en second lieu, préciser que le Renseignement-Action comporte traditionnellement quatre branches (1) : Renseignement - Sabotage - Propagande - Evasion. Ici, j'envisagerai en ordre principal l'activité « Renseignement » du M.N.B., qui est la plus importante. J'évoquerai aussi le « Sabotage », au moment où Londres sera directement en contact avec le Mouvement. L'action en matière d'*escape*, considérable en réalité, sera étudiée séparément (2). La participation à la guerre psychologique, celle dirigée depuis Londres s'entend, se résume en distributions de tracts en août 1943 et janvier 1944. Cette activité aurait dû connaître un grand développement mais les arrestations de février 1944 ne l'ont pas permis.

Je désire aussi donner la raison d'une limitation chronologique du sujet. Le *terminus a quo* est naturel : 1941 marque les débuts du M.N.B. et ses premiers essais, bien timides encore, dans le domaine du Renseignement. Par contre, que penser du choix du *terminus ad quem* de février 1944 ?

Je sais bien qu'il ne plaira pas à tout le monde et en particulier à ceux qui continuèrent, ou « reprirent le collier », après les arrestations qui en ce mois fatidique décapitèrent le Mouvement. Selon moi, ce drame marque la fin d'une ère — incontestablement la plus féconde — et le terme de projets précis et d'espoirs nombreux. Donc, même si l'on ne tient pas compte d'une inévitable solution de continuité dans l'action, en février 1944 commence « autre chose », une organisation nouvelle qui fera sans doute l'objet d'une publication différente.

Enfin, je tiens à insister sur le fait que j'ai examiné l'ensemble de la documentation qui m'est à la fois connue et accessible et cela avec toute l'objectivité dont je me crois subjectivement capable. Mais il est bien possible, sinon probable, que la consultation d'archives encore existantes — en Grande-Bretagne notamment (3) — pourrait changer l'éclairage de tel ou tel point de ce récit. Je m'en console cependant en repensant à ce qu'écrivait Paul Harsin, Maître de tant d'historiens liégeois :

Que la vérité historique puisse changer, que celle d'hier ne soit pas nécessairement celle d'aujourd'hui ou de demain, cela ne peut faire l'ombre d'un doute. Elle n'en reste cependant pas moins la vérité historique parce que, à chacun des moments envisagés, elle a été l'expression du résultat de l'enquête critériologique sur une documentation toujours plus riche et toujours mieux éprouvée. C'est en quelque sorte une vérité dynamique et non pas statique qui se réalise progressivement sans jamais pouvoir atteindre un degré de certitude absolue qui n'est pas de son essence (4).

(1) Qui dépendent respectivement de quatre bureaux du *Secret Service* : S.I.S. (*Special Intelligence Service*), S.O.E. (*Special Operations Executive*), P.W.E. (*Political Warfare Executive*) et Mi 9 (*Military Intelligence*, branche 9).

(2) Voir Annexe III.

(3) Sans compter celles de l'Auditorat Militaire.

(4) Paul HARSIN, *Comment on écrit l'Histoire*, Liège, 1949, p. 17.

## PREAMBULE

Dès l'été de 1940, un peu partout en Belgique, des hommes de bonne volonté issus de toutes les classes de la société, sortent petit à petit de la grisaille du quotidien pour un combat inconnu, à l'issue combien hasardeuse. Ils sont entraînés par une espérance en un avenir de Justice et de Liberté — qui pouvait paraître déraisonnable à l'époque — par un refus catégorique de la défaite, et de l'occupation qui en découlait, ou encore plus simplement, par leur esprit aventureux, voire frondeur. Ils n'ont souvent pour atouts que du courage, de l'imagination et une longue expérience de l'utilisation du « système D ». Par contre, ils ne savent généralement rien du « métier » qu'ils vont exercer, de la clandestinité et de « l'illégalité » (5) qu'il requiert. Cela va leur être souvent fatal, comme leur sera parfois préjudiciable, dans la suite, la fréquentation journalière du danger qui donne à ceux qui y sont exposés une curieuse impression de sécurité personnelle basée sur la croyance en la chance, sur la fierté en des succès antérieurs et sur une sous-estimation de la force de l'ennemi. En réalité, ils ont devant eux de redoutables adversaires — ici le plus souvent les agents de l'*Abwehr* (6) — qui trouvent parmi certains de nos compatriotes une aide fort efficace. La mise en lumière de cet aspect des choses est en effet l'un des tristes résultats de cet article.

Pour ceux qui ne quittent pas la Belgique occupée, les premières manifestations de la Résistance relèvent souvent du domaine psychologique et se traduisent par des tracts, des slogans et l'apparition des premiers journaux clandestins (7). Dans le même temps, d'autres hommes, les mêmes parfois, s'occupent des militaires alliés que le raz de marée de mai a laissés abandonnés sur notre sol et de ceux qui ont refusé la captivité. Il faut les aider à vivre, leur fournir des papiers, leur permettre de regagner leur pays, ou le dernier bastion de l'Europe démocratique. Enfin, certains, parfois déjà engagés dans une autre forme de lutte, pensent à l'emploi de la force ou au maintien de l'ordre. Et les premiers « groupes armés » — cette expression n'étant généralement qu'une pure abstraction — se forment avec presque toujours à leur base d'anciens militaires.

Tous ces gens, petit à petit et parfois sans trop bien s'en rendre compte, « entrent en Résistance » et, par la force des choses, se trouvent vite devant du Renseignement à l'état brut qu'ils enregistrent tout naturellement. Nombreux sont ceux qui comprennent l'intérêt que présenteraient ces « nouvelles »

(5) On ne place pas des hommes respectueux des lois par tradition en contradiction avec une législation, même mauvaise, sans les dérouter ; dans le même ordre d'idées, un intellectuel, prisonnier politique, m'a dit un jour quelles difficultés psychologiques posait le fait de saboter un travail, même imposé, quand on a passé toute sa vie à faire de son mieux.

(6) Deux bureaux de l'*Abwehr*, organisation secrète dépendant de la *Wehrmacht*, seront en vedette ici : l'*Abteilung III*, chargée du contre-espionnage et l'*Abteilung III C2* qui a pour mission la recherche des voies clandestines de communication et les filières d'évacuation.

(7) Les patientes recherches de mon collègue M. Gotovitch ont permis de dénombrer 95 titres de journaux clandestins pour l'année 1940.

économiques, politiques ou militaires si elles étaient connues du Gouvernement belge de Londres ou des autorités britanniques. Ainsi, à côté de quelques rares « professionnels », se recrute une armée d'amateurs qui « font de l'espionnage » dans la rue ou à leur lieu de travail au gré des circonstances (8). Pour eux, la difficulté principale n'est pas de recueillir les renseignements — que l'on ne me fasse pas dire que c'était facile et sans risques — mais bien de les rassembler et de les transmettre jusqu'à Londres. Alors commence un ballet, parfois un peu affolant, dont le Hasard est le Maître et dont l'éternel argument est la recherche de cette insaisissable mais nécessaire liaison. Aussi les contacts, qui ne sont souvent que des relations — au sens affectif ou professionnel du terme — se nouent et se dénouent tout au long de l'année 40 et des premiers mois de 1941, la plupart du temps inefficaces car les premiers envoyés de Londres n'ont pas pour objectif d'entrer en rapport avec des groupes existants mais bien d'accomplir des missions individuelles ou de créer des réseaux autonomes dont les liaisons sont — par prudence — jalousement conservées à leur bénéfice propre (9).

On peut donc affirmer qu'avant la mission *Dewinde*, soit avant le mois de juin 1941 (10), les hommes du « terrain » sont sans véritables relations avec Londres dont ils ne reçoivent ni aide ni directives alors que, dans l'autre sens, ne passent que de rares courriers emmenés par les premiers « évadés » vers l'Espagne et le Portugal et les premiers envoyés de *Doyen* (11). Ce fait capital n'est que trop bien connu par l'historien, « prophète après l'événement » (12). Mais les acteurs mêmes du drame l'ignorent et ils s'évertuent à

(8) La première mission d'information sur les réseaux *Dewinde*, envoyée en juin 1941, se termine par un rapport écrit en octobre 1941 ; en voici un extrait : « Il existe de nombreux Services de Renseignements ou appelés tels. En effet, chaque Belge a comme point d'honneur de faire partie d'un service de Renseignement, ou même d'annoncer confidentiellement qu'il est un agent de l'I.S. Dans de nombreux endroits des groupes se sont formés, rassemblant les renseignements entre les mains de l'un d'entre eux considéré comme chef. Souvent les renseignements sont de peu d'importance, mais il arrive que des documents essentiels ou intéressants soient fournis par ces groupes, notamment au point de vue industriel. De toute façon, il y a là de nombreuses bonnes volontés et capacités qu'il y aurait intérêt à exploiter et à diriger ».

(9) Les premiers envoyés, soit les 16 et 23 juin, 1<sup>er</sup> juillet, 18 et 31 août 1941, sont chargés de missions individuelles. Les premiers « organisateurs » de réseaux nouveaux sont parachutés les 13 octobre 1940 (Martiny) et 9 janvier 1941 ; Hobben, le premier radio pour le Service Clarence, arrive le 12 janvier, la première mission de sabotage *Caesarevitch* le 12 mai.

(10) Il faut aussi signaler une mission identique dans le domaine des groupes paramilitaires, *Hireling* (3 octobre 1941) ; dans celui de la propagande, la première mission « Opinion » est parachutée le 7 juillet. Dans le domaine de la transmission de documents en France, la première mission *Sabot* date du 27 septembre. Le premier « chef » du terrain qui passera à Londres et reviendra avec directives et moyens est *Walter*, chef de *Zéro*, déposé par un avion *Lysander* en août 1942.

(11) Voir dans ce même *Cahier* l'article de M. J. Fosty, p. 79.

(12) Expression due à R. Aron et citée par L.-E. HALKIN, *Critique Historique*, Liège, 1962, p. 107. De ce dernier auteur je voudrais reprendre ici des phrases capitales selon moi : « Il est plus remarquable encore que cet historien, quel que soit son parti, mette l'histoire en perspective et tende à ne retenir du passé que ce qui a préparé la solution finale ». (*Ibidem*, p. 20) et « L'historien le plus prudent est menacé dans son propre jugement en ceci qu'il connaît par avance l'issue de l'évolution qu'il décrit. C'est la conclusion des événements qui fait apparaître dans son récit la logique et la nécessité ».

trouver des intermédiaires qui semblent connaître quelqu'un qui paraît avoir l'indispensable contact. Quand cette chaîne n'aboutit pas au Deuxième Bureau français ou aux Allemands eux-mêmes (13), elle conduit le plus souvent soit à l'un des grands services, *Zéro* ou *Luc*, dont les liaisons sont pour le moins incertaines (14), soit à un groupe d'hommes qui finira, pour les « esseulés », par établir un premier contact radio, en décembre 1941, mais qui, avant cette date, en est réduit à émettre en clair des messages auxquels Londres se garde bien de répondre !

Le M.N.B., lui, eut cette chance unique d'entrer en contact avec le Service *Mill* dès septembre 1941 (15) ; il ne la laissera pas échapper. Cela lui permit de bénéficier, dès lors, d'une voie remarquablement régulière d'évacuation des renseignements. Cependant, nous ne pouvons pour autant négliger ses premières tentatives de liaison, pour infructueuses qu'elles aient été. Après avoir dit quelques mots de la fondation du mouvement, nous envisagerons donc deux périodes : celle d'avant septembre 1941, durant laquelle des renseignements sont rassemblés mais non transmis ; et celle qui va de cette date à février 1944, qui verra se créer, s'épanouir et enfin s'estomper, une fructueuse collaboration entre deux groupes qui demeureront néanmoins strictement indépendants.



#### FONDATION DU M.N.B. ET PREMIERS CONTACTS AVEC LA LIGNE A.B.C. ET LE SERVICE LUC

La date de création du Service *Mill* est bien connue (16) et, dès ce moment, son évolution peut être retracée avec une précision satisfaisante. La situation est malheureusement différente pour le M.N.B. dont les débuts sont, historiquement, assez confus.

On s'accorde à reconnaître qu'une première réunion s'est tenue à Bruxelles, le 17 décembre 1940, sans doute au 62 de la rue de l'Étang. Elle rassemble les frères D., l'aîné, coiffeur, deviendra le premier Président du Comité National, une caissière de cinéma, son frère, chauffeur, et un étudiant en médecine (17). C'est à ce dernier que l'on doit l'appellation « Mouvement National Belge ». Par la suite, bien d'autres personnes viendront se joindre à ce premier noyau

(13) C'est plus que vraisemblablement le cas de tout ce qui passe par la ligne de *Tulipe*, agent déposé par vedette sur la côte belge le 16 juin 1940.

(14) Le lecteur me pardonnera sans doute le caractère volontairement imprécis de cette « affirmation » pourtant capitale. Elle résume *mon opinion personnelle à ce stade de l'enquête générale sur les S.R.A.*, compte tenu du fait qu'il ne s'agit pas ici des premiers réseaux dépendant directement des Britanniques.

(15) Époque des premiers contacts ; il va de soi qu'une période assez longue sera nécessaire avant tout passage effectif de courrier.

(16) C'est évidemment celle du parachutage de *Mill* et de son radio : 12 août 1941.

(17) Il sera le premier à prendre un contact personnel avec le groupe RIOB ; voir *infra*, p. 20.

presque familial mais qui se veut très ouvert (18). Pour le début de 1941, nous en citerons deux (19), le commissaire adjoint de police D., parce qu'il rejoindra très vite l'Angleterre et y fera rapport sur le Mouvement, et un ingénieur, Jean Lammers qui, à l'époque des contacts avec *Mill*, sera le spécialiste des problèmes du Renseignement au sein du groupe.

Très vite, sans doute dès janvier 41, les premiers fondateurs se rendent compte qu'il leur serait bien utile de s'adjoindre un homme d'expérience. Ils le trouvent en la personne de Camille Joset (20) qui accepte de collaborer avec le M.N.B. et y incorpore les quelques agents de ses *Brigades Toast* (21). Il devient le chef moral, le conseiller, le véritable instigateur du Mouvement, mais reste volontairement dans l'ombre par prudence mais aussi parce qu'il était infirme. Il ne prendra « officiellement » la tête du groupe qu'à la fin de l'année, ou dans les premiers jours de 1942.

En face de ces quelques faits indiscutables, heureusement fondamentaux, nous devons bien constater un grand nombre d'incertitudes dans notre connaissance du détail des événements en ce qui concerne le premier semestre d'« activité » du M.N.B. Elles sont dues pour une bonne part à la disparition prématurée de témoins capitaux : nous pensons surtout ici à Aimé D. et à Jean Lammers (22). Elles proviennent aussi du désir — suivi sans doute *a posteriori* — d'une conviction sincère qu'ont certains membres de situer le début de leur activité de Résistance en général et de Renseignement en particulier, à une date aussi reculée que possible, l'année 40 jouissant en ce domaine d'un prestige tout particulier (23).

Par ailleurs, il est vrai qu'un mouvement clandestin ne se crée pas comme une A.S.B.L. et ses débuts sont presque toujours mal connus car ses premières démarches sont timides, ses premiers pas incertains. Nous éviterons volontairement ici d'envisager cette première période remarquable surtout par la confu-

(18) D'après le témoignage non daté de l'un de ses fondateurs, Georges D. : « Nous avions pris comme résolution de recruter toutes les personnes susceptibles de pouvoir nous aider dans notre tâche contre l'invasisseur et ses collaborateurs ».

(19) Il convient cependant de signaler la présence possible mais non prouvée d'un certain Lannoey, officier de marine, dont on ne sait ce qu'il est devenu ; cité dans un historique non signé trouvé dans le *Fonds Lejeune*. Henri Lannoey, « seaman », a été déposé par vedette rapide sur la plage d'Ostende le 31 août 1940. C'est un des rares belges immatriculés à l'I.S. (99801). Il devait trouver à Ostende un abri pour un opérateur radio. Il parvint à faire passer 4 messages, *in secret ink through an address in Lisbon*, aux Britanniques, le dernier en date du 23 septembre. Arrêté en mai 1941, il sera fusillé le 24 juillet 1941. Il serait vraiment très curieux qu'il ait participé aux premières réunions du comité du M.N.B.

(20) En juillet 1914, officier d'Etat-Major chargé d'assurer le Service de Renseignement dans la province de Luxembourg, il demeure sur place au moment de l'invasion. Arrêté en mars 1915, condamné à mort puis grâcié, il passera 44 mois dans les prisons allemandes. Il sera tout comme Walthère Dewé et *Mill*, contacté en 1939 par le *Capitaine Daniel*.

(21) Créées en fin 1940 par Camille Joset, elles empruntent leur nom à une brochure *Toast et Canapés* qu'il éditait avant guerre en sa qualité de Secrétaire Général de la Commission Nationale d'expansion économique.

(22) Soit le premier chef théorique et le premier Patron du Renseignement, tous deux morts en camp de concentration.

(23) Humainement compréhensible, cette tendance est aussi gênante que peu raisonnable ; après tout, il ne restait pas moins de 45 mois d'occupation en janvier 1941...

sion des témoignages qui nous en restent et par les mauvaises querelles qu'ils ont engendrées (24). D'ailleurs, peu nous importe l'ordre d'entrée en scène des acteurs en janvier ou février 1941... puisque, du point de vue qui nous occupe ici, le lever de rideau ne se situe qu'en été de cette même année.

Il ne semble pas, en effet, qu'avant ce moment beaucoup de renseignements aient pu être recueillis, ce qui est d'ailleurs bien normal, répétons-le, pour une période de formation.



Avec le temps, les effectifs s'accroissent. Certains membres, à tout le moins, rassemblent des informations qu'il faut transmettre. Nous voyons donc quelques dirigeants entrer en rapport avec des réseaux déjà existants, tels *A.B.C.* et *Luc* (25). Nous avons la bonne fortune de trouver trace de ces premières tentatives dans des rapports rédigés à Londres par deux responsables du M.N.B. — Alfred D. et Joseph D. — qui passent en Angleterre respectivement en octobre 1941 et mars 1944.

Le premier, commissaire de police adjoint, a créé la section de Saint-Gilles du M.N.B. notamment avec le concours de *Marius* qui succédera à Camille Joset à la tête du Mouvement. Il est ensuite devenu membre du Comité National et a pour mission « de s'occuper du Service de Renseignements, indépendamment de l'organisation à Saint-Gilles » (26).

Il donne, dans un second rapport (27), quelques précisions sur son action en ce domaine :

« L'un de mes collaborateurs, M.H., me signala un jour qu'il était attaché également à un service de renseignements et que si je pouvais pos-

(24) Cette confusion a été fort bien décrite par Camille Joset lui-même dans une lettre du 19 mai 1945 dont ces phrases sont extraites : « Or, voici ce qui se produit. En septembre 1944, après la libération au cours de réunions du Directoire dont j'ai vu les procès-verbaux, Mr Defonseca a déclaré, vers le 9, que j'étais le fondateur du M.N.B. ; peu de jours après, que c'était lui qui était le fondateur ; quelques jours encore après, alors que vous étiez présent, il a déclaré que c'était vous qui étiez le fondateur. Dans la *Nation Belge* du 19 septembre, Defonseca déclare : 1°) qu'il était parmi ceux qui fondèrent le M.N.B. en 1940 ; 2°) que le premier Président du Directoire du M.N.B. fut « un garçon coiffeur » ; 3°) que ce fut Mr X. qui eut le mérite d'avoir posé les fondements d'une organisation rationnelle du M.N.B. ; 4°) que Mr X. fut remplacé par moi ; 5°) que Mr Defonseca fut appelé à me remplacer quand je fus arrêté. D'autre part votre avocat écrivait le 7 novembre 1944 à votre Juge d'instruction, que vous étiez un des quatre fondateurs du M.N.B. dont moi (les deux autres étant Aimé et Mlle Y.). Le 27 avril dernier, Mr X. m'écrivait que j'étais le fondateur du M.N.B. Dimanche dernier, 13 mai, vous me remettiez un magnifique pot de fleurs « de la part des fondateurs du M.N.B. », etc., etc. Alors je vous avoue que je n'y suis plus. Qui donc a, finalement, fondé le M.N.B. ? Ce groupement a eu tellement de pères, que j'apparais vraiment maintenant comme un intrus et un usurpateur. C'est pourquoi je vous demande de m'éclairer une bonne fois ».

(25) Trois des membres du M.N.B. qui sont à la base des premières liaisons avec le réseau *Mil*, l'ingénieur Lammers, le docteur Bertiau et le pharmacien Rochat, sont en rapport avec Paul Hainaut qui travaille pour *Martiny-Daumerie* et pour *Zéro*. Cependant ces contacts me semblent trop individuels pour être repris ici ; par ailleurs les intéressés étant décédés en camp de concentration, leur activité est peu connue.

(26) Rapport daté du 26 juin 1942.

(27) Rapport daté du 6 août 1943.

séder des pièces pouvant l'intéresser, je n'avais qu'à lui faire signe, qu'il s'empresserait de les enlever pour remise à l'agent avec lequel il était en contact. Je lui marquai mon accord me souvenant que plusieurs personnes m'avaient déjà demandé si je ne connaissais pas un organisme auquel elles auraient pu s'adresser, pour remettre des documents intéressants.

Je fis part de la chose notamment au Docteur Bertiau (28). Celui-ci me remit fréquemment des documents consistant en plans ou photographies de plaines d'aviation, des rapports, etc., pouvant intéresser les autorités militaires alliées. (...)

Il arrivait quelquefois, pas trop souvent cependant, que l'on me communiquait verbalement des emplacements de dépôts de munitions. Je tâchais de trouver une carte de la région et me faisais indiquer l'emplacement exact. Je communiquai également ces renseignements à H. Le docteur Bertiau était très actif. De nombreux documents me furent remis par lui et il arrivait assez souvent que Bertiau se présentait à mon domicile tard dans la soirée, pour me remettre plans et rapports.

J'ai demandé à différentes reprises à H. si les pièces que je lui remettais étaient bien remises au service intéressé. Chaque fois, il m'a rassuré en me disant que toutes les pièces étaient déposées directement par ses soins, chez la personne avec qui il était en rapport. Je lui demandai également s'il pouvait me dire qui était à la tête du service. Il me répondit qu'il l'ignorait, mais qu'il croyait qu'il s'agissait d'un général. Je n'ai jamais voulu poser d'autres questions, sachant que la plus grande discrétion s'imposait et, de ce fait, je ne suis pas à même de donner d'autres renseignements ».

Ces déclarations donnent *in tempore non suspecto*, une bonne idée des conditions dans lesquelles s'est exercée l'activité renseignement au début de l'existence du Mouvement et montrent aussi tout ce qu'elle doit au hasard, dont nous verrons constamment le rôle déterminant (29). Elles permettent enfin de mesurer la valeur relative de certains organigrammes savants établis après la guerre pour la liquidation des réseaux : le cas d'un agent important ne sachant pas exactement pour qui il travaille est loin d'être un fait isolé ! Après la Libération, Alfred D. — et les membres du M.N.B., qui passaient par son intermédiaire — apprirent qu'ils avaient été en rapport avec l'une des lignes du réseau A.B.C., celle du Général Genotte. Celui-ci, ayant recruté quelques collaborateurs, entre en rapport avec A.B.C. en novembre 1940. Malheureusement pour lui, il rencontre également, à la fin de cette même année, un agent de l'*Abwehr*, Georges dit aussi *Comte d'Oultremont*, qui immédiatement donne tout le groupe à son chef direct, le *Hauptmann* Kleinschmidt qui dirige jusqu'à fin 41 le bureau III F pour la Belgique. Très curieusement, le *V-Mann* (30) ne semble pas avoir été pris au sérieux. Bien mieux, Kleinschmidt perd toute confiance en lui et, craignant peut-être pour sa propre sécurité, le fait enfermer à Breendonck, puis à Louvain. Il ne s'agit pourtant que d'un sursis pour le Général Genotte car, comme nous le verrons souvent, son groupe est pénétré par ailleurs. L'affaire, en effet, rebondit à Paris à la suite sans doute d'un voyage effectué par le général en cette ville. L'agent *Pat* vient alors en Belgique pour rencontrer le *Hauptmann* Schellewald, chef du département III F

(28) Par une curieuse coïncidence, il sera à la base des premiers contacts avec *Mill*.

(29) Il faut aussi insister sur l'importance de son rôle dans la conservation des documents qui est toujours un peu miraculeuse pour la période d'occupation.

(30) « Homme de confiance », *Vertrauensmann*.



de Liège, qui a repris une partie des fonctions de Kleinschmidt. Les deux hommes prennent alors conscience de l'importance des premières déclarations de *Georges* et Schellewald le fait immédiatement sortir de prison. Il continuera donc sa triste carrière au salaire de 800 frs par mois plus les timbres de ravitaillement. Quant au Général Genotte et à ses proches collaborateurs, l'*Abwehr* aurait bien voulu leur laisser encore un peu de « corde » mais leur affaire est sérieuse et sa « solution » est réglée dans le cadre de la vaste opération *Porto* (31). Heureusement pour certains membres du M.N.B., le général n'a pas révélé « les détails » de son activité « dans le but évident de ne pas accuser d'autres personnes », ainsi que le précise son acte d'accusation dressé à Berlin, le 2 juin 1943.

A côté de la filière *A.B.C.*, le M.N.B. va tenter un autre essai, avec *Luc* cette fois. Nous possédons à ce propos le témoignage de Joseph D. lui aussi attaché à la police communale de St-Gilles (32). Il deviendra, au début de 1943, le premier Secrétaire National du M.N.B. et d'après *Marius*, successeur de Camille Joset, il « peut être considéré comme un co-fondateur du Secteur N », soit du S.R. du Mouvement. Déjà détenu à deux reprises, en 1942 et 1943, il quitte la Belgique en février 1944 (33) et rédige un rapport de son activité signé à Londres le 2 mai :

« (...) »

Quelques jours après ma rentrée au pays, j'ai demandé à Monsieur V.L., commissaire adjoint, s'il n'y avait moyen d'entrer ou d'organiser un mouvement de résistance. M. V.L. m'a répondu affirmativement. Mon rôle consistait à tenir à jour un livre renseignant alphabétiquement les noms des collaborateurs.

Dans le courant de l'année 1941, je ne saurais préciser la date, M. V.L. m'a fait prêter serment et remis des formulaires de prestation de serment pour toute personne que je recruterais et qui serait susceptible de devenir recruteur à son tour. C'est à ce moment que j'ai constaté que je faisais partie du Mouvement National Belge.

Je faisais partie de la brigade dirigée par M. V.L. qui s'occupait de l'épuration.

Suite à mon travail, j'ai recruté pour cette section une quarantaine de membres. Avec d'autres recruteurs, cette section étant au complet, les autres membres recrutés passaient dans les différentes sections de l'organisme et dans d'autres communes de l'agglomération bruxelloise.

Le service de l'épuration a pris une certaine ampleur et je me suis vu dans l'obligation de créer des fichiers.

Je confectionnais à cet effet des cachettes dans un meuble et des réunions furent organisées chez moi, entre M.D. (34), chef pour Saint-Gilles du Mouvement National Belge (M.N.B.), M. V.L., commissaire

(31) Ordonnée par Berlin, elle consistait à procéder à l'arrestation immédiate de l'ensemble des suspects en matière d'espionnage. Le général Genotte a été arrêté le 9 octobre 1941 et fusillé le 8 mai 1944, fait unique pour un militaire de ce rang.

(32) Les policiers sont nombreux aux leviers de commande. Ils furent l'objet d'un curieux rapport dressé par un confrère à destination du V.N.V. Le nom de Joseph D., futur Secrétaire National, est suivi du chiffre 4, ce qui signifie : « s'en méfier, membre qui doit être écarté pour patriotisme et autres opinions ». Il en va de même pour *Marius*, chef du Deuxième Directoire, pour *Brocbet*, son adjoint. Alfred D. est, lui, considéré comme « 1-3-4 » : « unilingue, membre de la Loge, s'en méfier ».

(33) Voir *infra*.

(34) Il s'agit de notre premier témoin.

adjoint, chef de la 1ère brigade, et moi-même. Ces réunions avaient pour but l'examen des fiches des collaborateurs et des mesures éventuelles à prendre à leur égard au moment de la libération, et pour certains sur-le-champ.

Lorsque le journal clandestin *La Voix des Belges* fut lancé (35), je me suis occupé de sa diffusion, notamment dans les différents commissariats de police de l'agglomération bruxelloise ainsi qu'à des particuliers.

Vers la même époque, je fus mis en contact avec M Georges Leclercq (36) qui travaillait au Ministère de la Justice, place Poelaert, où j'effectuais du recrutement. Je recrutai d'abord une vingtaine de membres à ce département, puis un groupe de cinq, parmi lesquels se trouvait M. Leclercq.

Après avoir marqué son accord, il me demanda, avant de prêter serment, s'il m'était possible de lui fournir de plus amples détails sur le M.N.B., ce que je fis. M'ayant pris à part, je lui donnai tous les renseignements qu'il jugea utiles et me demanda si je ne voulais pas travailler pour un service de renseignements.

Il m'expliqua ce qu'il attendait de moi, c'est-à-dire de lui fournir le plus de renseignements possible, pouvant l'intéresser et qui avaient trait aux mouvements des troupes de l'ennemi (motorisés et infanterie), leur équipement, relevé des emblèmes des voitures ainsi que ceux des uniformes, etc. Je lui remis également des exemplaires de *La Voix des Belges* qu'il faisait parvenir à Londres. J'eus même l'occasion de recevoir de sa part un exemplaire du *Moniteur Belge* officiel, imprimé à Londres.

Je restai en contact avec lui pendant 6 à 8 mois (?) jusqu'au moment de son départ (37). J'ai recueilli tous les renseignements susceptibles de lui être utiles et fait des plans qu'il jugeait nécessaire d'être faits. Après son départ, je restai en contact étroit avec MM. Nicolas B, habitant Etterbeek-lez-Bruxelles et travaillant au Ministère qui me remettait tous les renseignements qu'il recueillait (notamment dans la province d'Anvers) au sujet de l'ennemi, des usines occupées par les Allemands ou travaillant pour ceux-ci.

Je les faisais parvenir à notre filière de l'I.S. en rapport avec le M.N.B. (...)

A la demande de M. D., je fus chargé dans le courant du mois d'août 1941, de la confection d'un certain nombre de brassards. (...)

Au mois de juillet 1941, M. D. m'appela dans son bureau et me demanda s'il me serait possible de conduire un pilote anglais d'une commune à l'autre. (...)

Je fus également le courrier entre M. D. et quelques chefs locaux du M.N.B. et notamment auprès de M. H. de la rue d'Ath à St-Gilles à qui je remettais des plis et des plans à transmettre à qui de droit. (...) »

Le lecteur se rappellera que H. est cité par Alfred D. On le voit, nos deux témoignages privilégiés se recoupent, se complètent, et nous permettent de nous faire une idée assez exacte de la situation.

Les différents types d'actions de Résistance se mettent en place, ici dans l'ordre épuration - presse - renseignement - préparation de la lutte armée et *escape*. Cet ordre est évidemment personnel au témoin qui, à partir d'un

(35) C'est malheureusement un des seuls points de repère chronologiques dans ce témoignage : le premier numéro de *La Voix des Belges* est daté du 10 août 1941.

(36) Chef et fondateur du Service Luc.

(37) Décembre 1941.

réflexe patriotique précoce, parcourt ainsi le cycle complet des activités possibles (38).

Par ailleurs, une collaboration s'instaure, sans qu'apparaisse cette image d'une hiérarchie entre groupes, ou individus d'un même groupe, qui ne date pas des premiers mois de la guerre. Ici, chacun fait simplement de son mieux pour nuire à l'occupant de toutes les manières possibles. La spécialisation n'apparaîtra que bien après et ne sera que peu strictement appliquée malgré les multiples demandes de Londres à cet égard.

Enfin, pour la transmission des renseignements, nous voyons que deux filières découvertes séparément sont conjointement utilisées. Ce fait ne doit pas étonner car nos « apprentis espions » ignorent encore les inconvénients de cette formule. Elle peut, en effet, donner au destinataire d'un renseignement l'illusion du recoupement car il lui semble communiqué par deux voies différentes alors qu'il émane d'une source unique. *Mill* devra consentir de multiples efforts pour tenter de supprimer cette tendance assez humaine qui consiste à mettre, en somme, deux chances de son côté de voir arriver le renseignement à bon port.

Grâce à Joseph D, voici donc certains membres du M.N.B. en contact avec *Luc*, soit, selon le chargé de mission *Dewinde* (39), le réseau le mieux organisé de Belgique, tout au moins dans le domaine du renseignement militaire.

Malheureusement, dès septembre 1941, le lieutenant J., un des agents du Service *Benoit*, qui, en France, a pour tâche d'acheminer le courrier venant de Belgique, est abusé par l'agent de l'*Abwehr*, Folmer, auquel il dévoile l'identité des trois chefs principaux de *Luc* et de deux dirigeants du service *Zéro*. Cela entraînera leur mise en veilleuse puis leur départ précipité car ils sont prévenus du danger par le lieutenant J. lui-même.

*Luc*, alias Georges Leclercq, est donc contraint de gagner la Grande-Bretagne (40) et la liaison avec le M.N.B. ne sera pas reprise par son successeur. Notre Mouvement joue vraiment de malchance : ses contacts se perdent à peine établis. Il a pourtant la bonne fortune de n'être pas directement atteint par les « casses ». Mais, nous n'avons pas encore évoqué sa tentative la plus dangereuse : son association avec R.I.O.B. (41).



(38) Dans un sens défini mais qui parfois s'inverse comme c'est le cas pour la section de Nicolas B. qui, d'intermédiaire entre le M.N.B. et *Luc*, devient, après le départ de ce dernier, agent de *Mill*, via ce même M.N.B.

(39) Dans son rapport sur sa mission auprès des services, écrit en octobre 1941, il écrit : « *Luc* semble ce qu'il il y a de mieux au point de vue du renseignement militaire en Belgique ». De son côté, le *Hauptmann* Schellewald, interrogé en 1947, le considère comme « la première organisation d'espionnage anglo-belge ».

(40) *Luc* est mort à Londres le 22 juin 1943.

(41) Si je parle d'« association », c'est que cette tentative de liaison est d'une nature différente. Il ne s'agit plus ici de profiter de contacts personnels ou occasionnels ; nous sommes, au contraire, en présence d'une première tentative de collaboration permanente et organisée. Dans le domaine particulier du Renseignement, le M.N.B. acceptait, cette fois, de se trouver sous la dépendance d'un service qui semblait en liaison avec le *Secret Service*. Mais il conservait, par ailleurs, une entière liberté, par exemple en matière de presse.

## LE M.N.B. ET R.I.O.B.

Le *Royal Intelligence Office of Belgium* (R.I.O.B.) fut créé, dès l'été de 1940, par un personnage au demeurant bien énigmatique, Jean P., S1, de son état agent de publicité, mais espion par vocation, sinon véritable professionnel. Il s'intéresse au Renseignement depuis des années déjà, sans que nous sachions au juste au profit de quel service, ni même de quelle puissance étrangère. Quoi qu'il en soit, son « office » fonctionne, et recrute, dans un certain désordre, pendant près d'un an, avant qu'une sérieuse réorganisation ne soit entreprise. Elle intervient en juin 1941, c'est-à-dire au moment même où se nouent les premiers contacts avec le M.N.B. ; elle aboutit à la rédaction et à la diffusion de *Directives générales aux chefs de Secteurs* (42) qui méritent de retenir quelque peu notre attention. Pour banals que puissent paraître certains conseils qu'elles contiennent, ils auraient pu, étant observés, éviter, ici comme ailleurs, bien des « casses » ultérieures. Au surplus, ces directives me paraissent en nette avance sur leur temps.

Elles commencent par définir le but de l'organisation qui est « de maîtriser les Allemands à l'heure H » par une « action *simultanée et universelle* » des forces extérieures (anglaises pour l'essentiel) et intérieures (les mouvements de Résistance des différents pays occupés). Ainsi, les troupes allemandes « seront mises en infériorité considérable de nombre ; elles ne sauront plus où porter des renforts » sans compter d'ailleurs qu'elles se trouveront sans doute encore diminuées par des défections dans leurs propres rangs de la part des « Alsaciens, Lorrains, Luxembourgeois, Tchécoslovaques, Polonais, voire Rhénans, Autrichiens, etc., même Italiens ».

Il va de soi que « cette action finale demande à être préparée minutieusement, de longue main et DANS LE PLUS GRAND SECRET ». A cet effet, le recrutement sera sévère et le Mouvement divisé en cellules de cinq membres. Les chefs sont immatriculés au moyen d'un S suivi d'un chiffre et les chefs de secteurs au moyen d'un Y. Ils recrutent des membres immatriculés au moyen d'un A. Ces A à leur tour enrôleront des B et ainsi de suite. Chaque A, B ou C devait remettre tous les 15 jours un rapport « aussi succinct que possible ». Les « Y » devaient faire de même « entre le 1er et le 5 et le 15 et le 20 de chaque mois ».

Le « travail défensif » consistait dans la recherche d'un *maximum* de renseignements militaires économiques et politiques. Quant au « travail constructif », il se résumait en la constitution de dépôts d'armes et la préparation de coups de main à effectuer avant ou à l'heure H pour s'emparer de certaines positions clé ou les neutraliser.

Ces « Instructions Générales » contiennent enfin une série de recommandations que je cite *in extenso* :

(42) Toute cette documentation très précieuse fut sauvée par l'épouse de S1 et transmise à un membre du M.N.B. qui la conserva au Ministère de la Santé Publique jusqu'à la Libération.

« NE SOYEZ PAS BAVARDS ! Sachez garder votre secret. Gardez devers vous le moins de documents possible (43). Détruisez par le feu ceux qui ne vous sont plus utiles. Mettez les autres dans un endroit suffisamment secret pour ne pas être découverts au cours d'une perquisition ennemie toujours possible, ou pour ne pas être victime d'indiscrétions de la part de personnes, peut-être bien intentionnées, mais n'appartenant pas à notre groupement.

Tout document que vous transporterez doit se trouver dans les **POCHES EXTERIEURES** de vos vêtements. Ne jouez pas aux conspirateurs. Mais faites toutes choses simplement et naturellement. N'abandonnez pas vos occupations habituelles ni vos habitudes.

Pas de listes de membres. Pas de cartothèques.

Méfiez-vous des femmes. Méfiez-vous des bavards. Méfiez-vous des vantards et des orgueilleux.

Ne faites rien de ce qui pourrait vous désigner à la vindicte de l'ennemi. Ne portez aucun insigne, si ce n'est les décorations nationales. Ne vous mêlez pas à des mouvements populaires, à des attroupements. Ne faites pas en public des réflexions désobligeantes pour l'ennemi. Ne discutez pas en public avec qui que ce soit. Gardez de la dignité et du sang froid. Vous serez plus utile à votre pays en activité de service qu'au fond d'une prison.

Enfin, soyez désintéressés ! Ne visez pas à vous faire remarquer, ou à attirer l'attention de vos connaissances sur vos activités patriotiques. Ne vous vantez pas. Ne cherchez pas à obtenir des faveurs, des décorations, etc. Ce sont vos chefs seuls qui doivent vous apprécier à l'œuvre. Agissez uniquement **PAR DEVOIR !** »

Ces Instructions firent assez forte impression sur le *Kriegsgerichtsrat* Policki, président du tribunal de l'*Oberfeldkommandantur* 672 qui a jugé S1 et ses principaux complices en décembre 1941 :

« L'organisation de l'association était prévue d'après le système des cellules de telle manière que chaque sous-chef de cellule devait toujours s'efforcer de recruter de nouveaux adhérents d'après la méthode dite de la boule de neige, en application de laquelle l'association devait se développer rapidement et en étendue. Les directives en question étaient réglées de manière excessivement précise et montraient une compétence si spéciale pour ce genre de procédé qu'il est impossible qu'un simple agent de publicité... ».

(...)

« Les instructions destinées aux chefs de section sont beaucoup trop détaillées et ne sont certainement pas sorties du cerveau de l'accusé ... ».

Nous laisserons aussi au juge allemand le soin d'apprécier les premiers résultats :

« Il résulte des rapports produits, dont le premier est daté du 6 juillet 1941, qu'un service intensif de renseignements était organisé qui souvent fixait certains détails dont la connaissance pouvait avoir de l'importance pour une puissance ennemie. C'est ainsi qu'il fut établi qu'un prétendu radiotélégraphiste anglais d'un contretorpilleur anglais, qui connaissait le code secret anglais avait transmis de fausses nouvelles aux Anglais.

(...)

(43) Ceux qui permirent d'alimenter le procès de S1 — je les utilise ici — furent découverts chez son adjoint. Dans un mouvement clandestin, le fait de conserver des documents est toujours techniquement déconseillé, mais malheureusement pratiquement nécessaire.

Dans l'exposé des faits, il est allégué que constituait une nouvelle importante celle afférant au radiotélégraphiste ... (44).

Il résulte aussi des rapports que des renseignements ont été recueillis et transmis au sujet des dépôts de munitions, emplacements de batteries en vue de la défense anti-aérienne à Anvers ».



La première allusion au M.N.B. dans la documentation R.I.O.B. se trouve dans un rapport « très secret » en date du 25.6.41. En voici quelques extraits :

« (...) »

L'organisation en question est composée de jeunes surtout anciens combattants de 40. Elle a comme but de chasser les Allemands, les armes à la main. Elle est anti-rexiste et anti-flamingante. Elle n'est pas nécessairement en faveur du Roi, et réglera son attitude envers le Roi sur l'attitude de ce dernier au moment de la Paix, notamment envers les flamingants et les traîtres.

L'organisation est composée de cellules de 4 à 5 membres. Elle comprend des sections d'assaut, des sections de renseignement et voudrait créer des cellules de propagande pour décourager les soldats allemands.

Elle se défend de faire aucune politique.

Elle se prétend composée uniquement de Belges. (...)

Elle dispose de quelques armes mais pas assez et ne dispose pas de suffisamment de fonds.

Elle se prétend déjà très nombreuse, le nombre de ses membres dépassant déjà 100.000 à Bruxelles et en Wallonie ».

Le rapport fait ensuite allusion à l'exposé par le délégué de R.I.O.B. des conceptions fondamentales de son « office » à savoir que toute initiative intempestive ou isolée serait dangereuse mais que l'action doit au contraire être universelle, simultanée, ordonnée (« chacun à sa besogne »), appuyée de l'extérieur, aidée par une centralisation des renseignements, dotée d'une unité de vue pour la propagande et appuyée financièrement par l'Angleterre et l'Amérique.

Le rédacteur de ce rapport termine ainsi :

« Les arguments qui ont été développés ont paru ébranler la belle confiance de mes interlocuteurs plus jeunes. Ils ont demandé des conversations d'Etats-Majors entre groupements pour opérer une fusion éventuelle.

Rendez-vous a été pris pour mercredi soir à 20 heures 30. Prière d'indiquer au moins deux délégués ».

Ce premier document me paraît bien intéressant à plus d'un titre. Tout d'abord, il donne une image de ce que certains promoteurs du M.N.B. pensaient, ou voulaient penser, de leur groupement. En second lieu, il met clairement, peut-être crûment, en lumière une tendance naturelle et invincible au gonflement des effectifs qui n'est d'ailleurs pas spécifique à l'époque de guerre

(44) Le renseignement visé fut effectivement « transmis » dans un rapport du 30 juillet 1941 et fait allusion à un radio parachuté en janvier, qui a réellement émis sous contrôle ; voici le texte du rapport : « 15° (...) a accepté de collaborer avec les Allemands. Il paraît que tous les matins il se rend à 10 heures à la Grand'Poste de Bruxelles. Comme il connaît les codes secrets anglais, il transmet tous les matins des renseignements faux ».

(tous les comptes rendus des manifestations en font foi) et qui était sans doute nécessaire pour être pris au sérieux dans ces négociations. Enfin, il donne les lignes directrices d'une politique originale qui ne variera plus dans l'avenir et que la *Voix des Belges* reprendra à de multiples reprises (45).

Ce premier contact sera suivi d'autres rencontres menées par Aimé D. pour l'ensemble du M.N.B., et assez curieusement par Jacques, un autre membre fondateur, en son nom personnel. Ce dernier est immatriculé, à la mi-juillet (2221 JA 2S5) et s'occupera surtout de l'organisation et de l'extension du secteur namurois. Vers la même époque, « au cours d'une réunion du Comité du M.N.B., D. a prêté serment au nom de tout son groupe devant S1 et S2 », c'est-à-dire le chef de R.I.O.B. et son adjoint direct. Cela se passait au 72 de la rue Bréart à Saint-Gilles. Le rapport précise : « ce M.N.B. a été tenu à vue pendant un certain temps. Leur immatriculation leur sera donnée plus tard ».

Au cours de la première quinzaine du mois d'août, trois demandes sont formulées par le délégué du M.N.B. : il s'agit d'obtenir des armes (46), une immatriculation et un message de reconnaissance à la B.B.C.

En fait, seule la seconde requête sera satisfaite, le M.N.B. devenant 2230 JA 2S7 avec comme matricule supplémentaire T1, T2, T3, T4 et T5 pour les membres d'une première cellule de base. Les armes ne furent jamais fournies. Quant au message qui devait servir « à donner confiance à l'Etat Major » — le M.N.B. avait demandé : « Hitler ton Waterloo, tu l'auras » —, il ne passa jamais sur les ondes bien que S1 eût formellement promis de faire émettre, entre le 15 et le 20 août, « une phrase autre, à désigner d'avance quelques jours avant la radiodiffusion ».

Il n'est pas étonnant dès lors de voir s'établir une méfiance grandissante et d'ailleurs réciproque. De la part de R.I.O.B., nous en trouvons trace dans une note, non datée, de JA 2 à son chef :

« Une adhésion complète à notre mouvement a été faite entre les mains du S1 et du S2 par le groupement M.N.B. Malheureusement nous ne sommes pas très satisfaits de leur façon de travailler et il faudra être très discret quant à notre travail, et, quant aux relations entre les deux groupes, les limiter ».

Tel est aussi l'avis des dirigeants du M.N.B. très déçus de ne pas avoir vu leurs premières demandes satisfaites et fort mécontents d'une initiative de S1. En effet, alors que le M.N.B. manque déjà de fonds, il avait décidé de demander indistinctement à tous les membres de R.I.O.B. le paiement d'une cotisation hebdomadaire de 1 fr — appelée Vitamine A-D — destinée à couvrir les frais de construction d'émetteurs radio.

Georges D. nous donne la réaction des fondateurs du M.N.B. :

« Nous n'étions pas d'accord avec cette manière de voir, S2 toutefois insista et fit ressortir que l'organisation avait beaucoup de frais à couvrir. Le système de cotisation ne fut pas accepté, ayant fait valoir que le patriotisme n'était pas une question d'argent, mais d'abnégation ».

(45) Voir Annexes I et II.

(46) Le rapport n° 5 précise : « ... 20 G.P. pour pouvoir effectuer différents coups de main pour lesquels ils ne nous consultent pas au préalable. Cette façon de faire est dangereuse... »

Le M.N.B. ne fut d'ailleurs pas seul à critiquer cette mesure. Le secteur BXL 17, par exemple, demandant « l'annulation pure et simple de cet article » qu'il estime injuste puisqu'aucune indemnité ne lui est versée pour les frais que lui occasionne son activité clandestine.

S1 aura beau essayer de faire face aux critiques et à la méfiance qui se manifestent de toutes parts, il est heureusement trop tard tout au moins en ce qui concerne le M.N.B. :

« (...)

22 septembre 1941

6) Tous les S voudront faire un rappel urgent aux chefs de secteurs sur les points suivants :

a) *Confiance*. — Trop de nos membres — voire des chefs de secteurs — témoignent de la méfiance vis-à-vis de notre organisation, malgré qu'ils aient prêté serment à notre cause. Certains ont encore des doutes sur leurs véritables chefs et demandent, pour être pleinement convaincus, qu'on leur dise à la radio de Londres une phrase conventionnelle fixée par eux, ou au moins connue par eux plusieurs jours à l'avance. D'aucuns vont même jusqu'à discuter nos directives en réunions nombreuses (telle la Vitamine A-D) et à faire à ce sujet les suppositions les plus malveillantes et les plus injurieuses.

**CET ETAT D'ESPRIT DOIT CESSER IMMEDIATEMENT.** Pour des raisons péremptoires, nous avons reçu l'ordre de ne plus promettre une phrase de liaison à la Radio. La prudence avec laquelle vos chefs ont jusqu'à présent organisé et dirigé le mouvement témoigne suffisamment de la très grande expérience de vos chefs et de l'origine certaine des ordres donnés et transmis par nous. Cela doit ouvrir les yeux de tout homme qui sait juger sainement des choses.

Si des membres, ou des candidats, continuent à ne pas être convaincus (...) nous devons les prier de se démettre au plus tôt. Nous n'avons que faire des âmes timorées, anxieuses, rongées par le doute et par la peur. (...)

Nous comptons sur une *confiance aveugle* de tous nos chefs de secteur, et de tous leurs membres. Ce n'est plus le moment de regarder en arrière. Ayez COURAGE, et EN AVANT. (...)

Malheureux ceux qui écoutèrent cette exhortation car le service était déjà gangrené, pénétré de toutes parts par les agents de l'*Abwehr* ! En effet, S1 est peut-être lui-même un agent allemand. En second lieu, il est indirectement en rapport avec un groupe au sein duquel s'est infiltré De Zitter (47). Il compte par ailleurs dans ses rangs un ancien employé de la *Kommandantur* (lui aussi en contact avec De Zitter) et un traître qui s'est mis à la disposition de la IVème section du *Sicherheitsdienst*. Enfin, le groupe de Charleroi est en rapport avec un agent de l'*Abwehr* de Lille...

L'appartenance de S1 au contre-espionnage allemand est affirmée par Prosper De Zitter, le trop célèbre « Capitaine Jackson », l'homme à la phalange amputée, le maître-agent allemand que presque tous les mouvements de Résistance tenteront d'abattre dans la suite. Il déclare :

(47) Ses victimes sont, au sens propre du terme, innombrables tant à cause de l'importance de son activité propre qu'en raison du fait qu'il dirige plusieurs sous-agents, dont Florentine Giralt, sa maîtresse. En 1944, il est connu de presque tous les Mouvements de Résistance et il lui faudra une chance et une habileté véritablement infernale pour échapper à la meute de ceux qui veulent l'abattre. Il n'en finira pas moins, lâchement, face au peloton d'exécution.



« (...) »

J'avais perdu [S1] de vue lorsqu'un beau jour je l'ai rencontré au café de la « Roue » au lieu-dit le Globe à Uccle.

J'allais à Uccle pour des raisons tout à fait en dehors de mon activité. Il se peut que vers une certaine époque, en 1941, j'y sois allé deux, trois fois par semaine et qu'on m'appelait « Jack ». J'ai joué au bac avec un certain P... qui venait là au café. C'est alors que j'ai revu [S1] avec quelqu'un que je ne connaissais pas. Je crois qu'il s'occupait de résistance, mais je ne saurais dire pour quel mouvement. [S1] ne m'a pas reconnu et je ne sais ce qu'il venait faire dans ce café (...).

Déjà avant la guerre de 1940 [S1] devait faire partie du service militaire d'espionnage et économique allemand (*sic*) qui fonctionnait dans une dépendance de l'Ambassade d'Allemagne. En juillet 1940, j'avais été invité par mon service de prendre contact avec le Dr. Brunner qui dirigeait les services allemands d'espionnage en Belgique et Hollande depuis l'occupation. En faisant antichambre dans les dépendances de l'ambassade d'Allemagne, rue Belliard à Bruxelles, j'ai rencontré [S1] qui venait d'avoir une audience avec Brunner ; il me dit qu'on avait procédé à un regroupement des agents d'avant la guerre. Il venait là chaque semaine, probablement chercher ses missions et toucher son (*sic*) solde qui était de 50 marks. J'ai visité ce service neuf fois en 1940 et trois fois j'y ai vu [S1]. Vers la fin de 1940, les services du docteur Brunner sont allés s'installer dans un petit immeuble de la rue Gachard, à gauche, à cinquante mètres en venant de la rue Lesbroussart. Là j'ai encore rencontré [S1] à deux reprises différentes.

(...) ».

Alors ! Que penser de ce témoignage ? Le chef de R.I.O.B. était-il dès 1940 un agent de l'ennemi ? Son mouvement a-t-il été manipulé dès le départ, voire même créé par l'occupant ou par certains de ses sbires ?

Je ne le crois pas pour plusieurs raisons : d'abord S1 a bel et bien été exécuté le 20 janvier 1942. Par ailleurs, il a effectivement édité et diffusé de très violents tracts anti-allemands et je ne pense pas qu'il ait pu en avoir l'autorisation. Enfin, le « Dr Brunner » (48) a lui aussi été interrogé après la guerre. Voici un extrait de sa déclaration :

« Les fonctions que je remplissais à Bruxelles, rue Belliard, consistaient à recevoir les personnes qui étaient déjà immatriculées dans nos services avant la guerre, et à leur verser, après vérification, une somme qui était fixée suivant les besoins de l'intéressé et qui constituait un traitement d'attente. (...) »

C'est ainsi que j'ai connu De Zitter, qui plus tard devait passer à la section III.

Si la déclaration de De Zitter est exacte, il faut donc considérer que le nommé [S1] faisait partie de nos services avant l'occupation de la Belgique par l'armée allemande, sinon il ne se serait pas présenté chez moi. Si un de mes agents (c.à.d. de ceux qui furent rétribués par moi en attendant d'être repris par une des trois sections) avait été arrêté par un de nos services, dans le courant de cette période d'attente, et ultérieurement exécuté, j'en aurais gardé le souvenir, ainsi que de toutes démarches faites en sa faveur. Par contre, j'ignore tout de semblables faits (...).

(48) Chef d'Etat-Major du Groupe IH — espionnage pour l'armée de terre — de l'Armée Belge de l'Abwehr.

Le « Dr Brunner » avait déclaré précédemment :

« En ce qui concerne le sieur [S1], dont vous m'entretenez, je ne saurais vous donner le moindre renseignement. Ce nom ne me dit rien. Pas plus que la photo que vous me présentez, ne me rappelle une personne déjà vue ».

On ne peut être plus net.

Nous voici donc en face de deux témoignages en apparence absolument inconciliables. Et pourtant, De Zitter se sait certainement déjà condamné à la peine capitale, qu'il a cent fois méritée, et n'a pas d'intérêt apparent à « charger » un inconnu, pas plus que le « Dr Brunner » ne devrait en avoir à défendre un mort, telle n'est pas l'habitude des responsables de l'*Abwehr* interrogés (49).

Il ne semble pas invraisemblable d'admettre que S1 fut effectivement un agent de l'*Abwehr* avant le conflit et peut-être même dans les quelques mois qui suivirent ; cela expliquerait une certaine maîtrise, une certaine expérience « du clandestin » qui me paraît évidente. Mais il a pu « retourner sa veste » en 1941 et créer un réseau, condamné par avance, qui lui valut cette fin peu enviable de la part de ses amis trompés.

Il a emporté son secret avec lui et nous en restons, dès lors, réduit aux hypothèses.

Par contre, une phrase de la déposition de De Zitter doit retenir notre attention : « J'ai joué au bac avec un certain P... qui venait là au café. C'est alors que j'ai revu [S1] (...) et je ne sais ce qu'il venait faire dans ce café ».

Parbleu ! il venait y rencontrer ce P., un de ses chefs de secteur !

Il faut reconnaître que notre S1 fréquentait parfois des personnages peu recommandables, comme ce P.

Voici, en effet, un individu qui prête serment le 5 juillet 1941 comme chef de la première cellule d'Uccle. Sa fiche individuelle se termine par cette appréciation : « Opinion très favorable ». Mais son casier judiciaire ne mentionne pas moins de 39 poursuites entre 1930 et 1941 pour détournement, escroquerie, abus de confiance, vol, émission de chèques sans provision et distillerie clandestine. Comme si cela ne suffisait pas, un autre agent R.I.O.B. découvre que P. « a été pendant quelques mois employé (*sic*) à la Commandanture (*re-sic*) en qualité de traducteur. A démissionné depuis trois mois. A cependant encore un libre parcours sur les T.B. Vit d'après ses dires de leçons de jeux d'échecs qu'il donne chez lui à des tiers. Fréquente beaucoup le café « La Roue », au Globe à Uccle ». Le même agent met encore S1 en garde contre P. le 19 septembre : il a constaté que les rapports qu'il remettait à l'intéressé n'arrivaient pas « plus loin », et que, de plus, il est en rapport avec deux individus suspects, Marcel L., qui se révélera indicateur de la G.F.P. et sera abattu en août 1944, et Joseph S. qui avait été arrêté le 10 mai 40 par les services de sécurité comme suspect d'espionnage en faveur de l'Allemagne.

(49) Par contre, ils ont parfois tenté de couvrir des agents toujours en liberté.

« M. P. connaîtrait également un Canadien qui se fait parfois appeler « De Sitter » et qui est reconnaissable au fait qu'il lui manque une phalange à l'un des petits doigts. Ce De Sitter aurait déjà fait arrêter plusieurs aviateurs et parachutistes anglais. Concernant ce De Sitter j'aurai par l'un de mes agents un rapport complet dans quelques jours. Tous ces tenants et aboutissants méritent à mon avis d'être sérieusement approfondis par vous afin de leur donner la suite qu'il convient » (...).

En fait, aucune suite ne semble avoir été donnée, aussi invraisemblable que la chose puisse paraître et cela malgré un nouvel avertissement, à S2 cette fois, en date du 25 septembre :

« (...) »

P. serait en ce moment avec un Anglais qui prétend être aviateur descendu par accident. Toutefois, cet Anglais est en civil et possède des bagages personnels tellement complets pour être obtenus uniquement par des dons que j'ai l'impression que ce n'est pas l'exacte vérité. Cet Anglais raconte également que pour l'instant l'Angleterre ne veut plus que ses aviateurs retournent en Angleterre et ce serait pour cette raison qu'il est ici en Belgique déjà depuis si longtemps (environ deux mois). Cet Anglais est également en rapport avec votre secteur de Nivelles, paraît-il, et votre secteur de Nivelles lui aurait donné l'ordre de se rendre à Charleroi pour accomplir une mission. Veuillez s'il vous plaît me tenir au courant de la suite que vous donnez à cette affaire et si je dois continuer à surveiller cette histoire.

(...) ».

En lisant ces rapports, on ne peut s'empêcher de rêver à cette première occasion de supprimer De Zitter (50). Cela aurait épargné plusieurs centaines de vies humaines... mais n'aurait pas sauvé les membres de R.I.O.B., car un autre agent provocateur était déjà en place. Il s'agit d'Adolphe M., l'agent 313, qui deviendra le sinistre « Adolphe de Toulouse » (51).

Il semble certain que dans les premiers mois de l'occupation il s'est livré à de la propagande anti-allemande. Il entre alors en rapport avec S1 mais aussi avec Desmet (52), un agent du *Kriminalkommissar* de la S.D., Tschunke, chef de l'*Abteilung IV* dont il ignore la véritable situation. Après quelque temps, M. veut « laisser tomber » et abandonner le groupe R.I.O.B. Sous la menace Desmet lui ordonne de n'en rien faire et de rester en place pour surveiller S1 :

« Un jour du mois de septembre 1941, Desmet m'a fixé rendez-vous au coin de l'avenue Louise et de l'avenue Legrand. Sans me dire mot, il m'a mené dans un bâtiment de l'avenue Louise où était installé un casino allemand. J'ai regardé Desmet d'un air étonné et une fois à l'intérieur, il

(50) D'après un témoin digne de foi, il semble que S1 aie lui-même, mais bien trop tard, envisagé cette exécution et se soit procuré du poison à cet effet.

(51) Après la « réussite » de l'affaire R.I.O.B., il s'infiltrera dans des cellules communistes — 500 frs par homme livré — puis, « brûlé », il organisera une fausse ligne d'évacuation vers Toulouse, d'où son pseudonyme ; il se fait alors verser 10.000 frs par chacun des partants. Toujours à Toulouse, il s'infiltrera dans la ligne Sabot dont il a photographié certains courriers. Il termina sa « carrière » à Paris où il a notamment amené l'arrestation de Serge, chef du Service Delpa.

(52) A partir de 1942, travaille en France contre les lignes d'évasion mais dépend, lui, de la Gestapo, non de l'Abwehr.

m'a dit : « Vous avez sans doute compris. Vous savez qui je suis maintenant ». Il m'a présenté à un personnage en civil que j'ai su être plus tard le *Kriminalkommissar* Tschunke. Desmet a servi d'interprète. Il me fut dit que j'avais à choisir, ou bien être arrêté pour mes activités dans le groupe S1... et être fusillé ou bien accepter de travailler pour le service allemand. J'ai eu peur et je n'ai pas osé refuser... ».

Peu après S1 décide de faire sauter les bâtiments Shell, place Fernand Desmets à Anderlecht et il charge Adolphe M. de lui fournir un plan des lieux, ce qui est fait. Il lui remet ensuite une dizaine de cartouches de T.N.T. en lui demandant de se procurer détonateur et cordon. Comme bien l'on pense, ces explosifs sont immédiatement remis aux Allemands qui décident de procéder aux arrestations (53), le jeu devenant sans doute trop dangereux : c'est la fin de R.I.O.B. : nous sommes le 10 octobre 1941.

Le M.N.B., lui, est déjà en rapport avec Mill depuis plus d'un mois et avait par conséquent rompu toutes relations avec S1. Malheureusement, un double des archives du groupe fut découvert au cours d'une perquisition chez S2, ce qui entraîna la première grande « casse » au sein de notre Mouvement. La principale victime fut Aimé D. (54), premier président du Comité National. S2, dans un document de 63 pages sténographié secrètement en prison — il parviendra à sa famille dans un paquet de linge remis après son exécution — écrit, en date du 21 novembre 43 (43ème jour de sa détention) :

« (...) »

5 h., au moment où je venais de me remplir ma gamelle, j'ai été appelé au parler par la Gestapo à propos de l'instruction de l'affaire M.N.B. et des frères [D]. J'ai donné un peu de renseignements très vagues car je n'en connais pas beaucoup, mais on a trouvé beaucoup de traces dans les rapports.

(...) ».

Aimé D. sera jugé le 20 janvier 1942 (55) mais il ne sera pas fait allusion à l'affaire R.I.O.B. Il fut condamné à trois ans de travaux forcés pour avoir participé à l'expédition de *La Voix des Belges*.

Le M.N.B. s'en tirait, somme toute, à bon compte car il venait de côtoyer les personnages les plus dangereux du contre-espionnage allemand. Non seulement il allait pouvoir continuer sa carrière, mais il parvint aussi à récupérer une importante section « saine » de R.I.O.B. qui comptait, dans ses rangs, le futur chef des troupes de choc du Mouvement.



(53) Il y en eut plus de 50 dont celles de S1, de S2 et d'Adolphe M... qui évidemment sera libéré quelques jours après. S1 et sept de ses adjoints furent exécutés.

(54) Arrêté le 21 octobre, disparu en Allemagne.

(55) Par le tribunal de l'O.F.K. 672, accusé principal : Maurice Wolf.

## LE M.N.B. ET LE SERVICE MILL

*Mill* et *Millstone* (56), son opérateur radio, sont parachutés dans la nuit du 12 au 13 août 1941 au-dessus de Cerfontaine (57). La mission principale de *Mill* est claire : *to go back with a wireless operator and form his own information service* (58). Il est également chargé par l'I.S. de prendre contact avec le Service *Clarence*, à ce moment dirigé par *Cleveland*, pour lui remettre un code et des consignes (59).

Le premier contact avec le sol belge, si attendu pourtant, est bien désagréable pour *Millstone* qui tombe sur une clôture et se foule les deux chevilles. Cet accident oblige *Mill* à faire confiance pour la première fois à cette bonne étoile qui veillera sur lui jusqu'à la fin. Il s'adresse à la première ferme venue et invoque un accident d'automobile : « Je sais, lui répond le fermier, j'ai entendu votre voiture ; elle volait bas ! ». Tout va bien : *Mill* a recruté un premier agent et son « pianiste » dispose d'un abri sûr pour y attendre la guérison.

Les deux hommes se séparent alors, ainsi que cela était d'ailleurs prévu et *Mill* rejoint provisoirement son domicile. Tous deux sont en possession d'une liste de personnes contactées, dès 1939, par le mystérieux *Capitaine Daniel* (60) et qui avaient, à l'époque, accepté de travailler pour le *Secret Service*. Hélas, le vent avait bien tourné (61) depuis lors et si *Mill* parvient à recruter quelques agents (62), *Millstone*, décidément moins chanceux, se heurte à une série de réponses négatives qui le placent dans une situation peu enviable qu'il m'a lui-même décrite :

- 
- (56) *Mill* est un ingénieur de profession ; il fut recruté par l'I.S. en 1939. En 1940, il passe en Angleterre et se met à la disposition des Anglais. Au moment du parachutage, il est père de deux enfants — restés au pays — et il a... 49 ans ! *Millstone* est officier radio de la marine marchande, ce qui explique la qualité exceptionnelle de son travail jusqu'à son arrestation, le 25 mai 1944.
- (57) A une douzaine de kilomètres de Philippeville. L'endroit prévu était Macquenoise mais une erreur d'une vingtaine de kilomètres était fréquente à une époque où il n'existait pas de comité de réception.
- (58) D'après son *History sheet*. Quand, en février 1942, les Britanniques mettront la Sûreté belge au courant de la mission, ils préciseront : *to collect informations around the Liège district* mais, interrogé par moi, *Mill* déclarera n'avoir jamais entendu parler de cette limitation géographique.
- (59) *Mill* a effectivement rencontré *Cleveland* — Walthère Dewé — muni d'un mot de passe fourni par Londres ; je lui ai demandé si cette entrevue avait été longue : « Eh bien — m'a-t-il répondu — on s'est vu assez longtemps ; longtemps si l'on peut dire, parce qu'il a toujours été très expéditif ». Dans la suite, *Mill* ne rencontrera plus Dewé mais celui qui deviendra son successeur, *Clarence*, « pour se communiquer les façons de travailler ».
- (60) Il se servait d'un recruteur belge, Anatole Gobeaux, ancien de la *Dame Blanche* de la guerre 14-18. Il a recruté *Mill*, *Millstone*... et Camille Joset, le fondateur du M.N.B.
- (61) « Parce qu'à l'époque, en 1941, on n'était pas trop chaud », me dira *Mill* qui, dans un message codé du 11 juin 1943, déclarera simplement : « Remarque : les agents 6 à 14 n'ont pas fonctionné pour des raisons diverses que je puis transmettre si vous jugez nécessaire ».
- (62) Dont quatre futurs chefs de Secteurs : M 2, 3, 4 et 5, *Mill* étant M et *Millstone*, M 1.

« Je me suis trouvé sortant de la gare de Morlanwelz avec mon poste dans ma petite valise et n'ayant aucun gîte ni personne (63)

(...)

Je me suis rendu en désespoir de cause au café qui se trouvait sur la Place, et c'était le café de la Maison Libérale. Là, les gens m'ont reçu, j'ai loué une chambre et cela s'est très bien passé.

(...)

Les gens ne savaient rien, rien du tout. J'ai fait parvenir à *Mill* cette adresse. Il est venu me rendre visite. Et alors nous sommes allés chez M. J. et tout doucement, nous avons commencé ».

En réalité, sans qu'il le sache encore, la chance a tout de même favorisé *Millstone* cette fois car ce J. — que nous appellerons désormais « le dentiste » — va être à la base non seulement de la formation d'un secteur du Service mais aussi des contacts de ce dernier avec le M.N.B. et avec celui qui servira de liaison entre les deux mouvements pendant toute la guerre, le futur « M23 » (64).

Mais, pour arriver à ce résultat, il faudra une série de coïncidences que je vais tenter de relater ici, tout en demandant, par avance, au lecteur de vouloir bien excuser le caractère confus d'un récit que la proximité des faits m'oblige par surcroît à écrire dans un style de démonstration de géométrie.

Dès avant la guerre, celui qui deviendra M23 travaille pour le compte d'une firme suédoise qui emploie également Mme Lefever et M. Tilkin. Edgard Lefever monte un réseau : M23 et Tilkin lui fournissent des renseignements que leur procure entre autres le « dentiste » chez qui *Millstone* va finalement « atterrir ». Le « dentiste » a lui-même quelques agents. Telle est donc la situation en fin 1940 : un chef, Lefever, deux agents à Bruxelles, Tilkin et M23, trois agents dans le Centre, le « dentiste » et deux de ses amis (65).

Lefever est arrêté le 15 décembre (66) et M23, privé de liaison, entre en rapport avec le Major Lescornez (67) qui se charge dès lors de la transmission des renseignements.

En septembre 1941, *Millstone*, après plusieurs essais infructueux, se présente à une ultime adresse fournie par Londres. Il s'y heurte à un nouveau refus mais on lui signale quelqu'un qui pourrait peut-être l'aider. Là aussi c'est un « non » mais on le met en contact avec C., C avec « le dentiste », celui-ci avec M23... qui en réfère à son chef Lescornez. Une collaboration est envisagée entre les deux Services mais Lescornez est arrêté à son tour le

(63) En tant que radio, *Millstone* s'était vu formellement interdire de rentrer chez lui. Il ne reverra son épouse que deux ans plus tard, avec l'accord des Britanniques.

(64) Au surplus, les 27 premières émissions de *Millstone* auront lieu chez lui.

(65) Les groupes dont je parle comprenaient nombre d'autres agents ; je ne fais mention ici que de ceux qui interviennent non seulement dans l'histoire de *Mill*, mais plus précisément encore dans celle de ses rapports avec le M.N.B.

(66) Jugé à trois reprises, il sera fusillé le 21 janvier 1942.

(67) Membre du Service *Zéro*, fusillé le 6 août 1943. M 23 entre en rapport avec lui par l'avocat Van de Kerkhove, *Fidelis* de la *Libre Belgique* de 1914. Son rôle est curieux — le hasard fait bien les choses — car il est aussi des amis de Camille Joset et il favorisera la rencontre *Mill*-Joset en 1942. Dans le Service *Mill*, il portera le matricule M 42 ; il était la « doublure » de M 23 en cas d'arrestation de ce dernier.

24 septembre. Laissé une nouvelle fois sans liaison (68), M23 passe dès lors au Service *Mill* avec la totalité de ses agents (69).

Entretiens, *Millstone* s'est rendu à Bruxelles chez MM. Dupont et Rochat, amis de D., agent de M23 depuis 1940. Dupont et Rochat sont membres du M.N.B., M23 aussi d'ailleurs mais ils découvrent seulement à cette occasion qu'ils appartiennent à un même groupe depuis plusieurs mois sans se connaître. Cependant, les relations entre Rochat et le M.N.B. sont les plus étroites. M23 (70) ne sera donc au début qu'une doublure pour les rapports *Mill*-M.N.B., ce dernier mouvement choisissant comme chef de son S.R. l'ingénieur Lammers.

Les deux groupes sont en contact ; ils le resteront pendant toute l'occupation.

Bien évidemment, l'activité Renseignement du M.N.B. ne va pas s'en trouver brusquement transformée, comme par un coup de baguette magique ; elle restera pendant quelque temps assez « inorganique » encore. L'un des premiers membres dirigeants du Mouvement, immatriculé B9, reconnaîtra d'ailleurs plus tard « qu'il n'y avait pas d'organisation renseignements proprement dite, les diverses personnes s'occupant à la fois de « Résistance », « Presse clandestine », « Armes et explosifs », « Aide aux prisonniers évadés », « Renseignements », etc. (71).

Ce dernier secteur d'activité n'est pourtant pas négligé pendant cette période. Bien au contraire : le Service *Mill*, passant en revue ses différents secteurs, notera après la Libération, pour le M.N.B. : les renseignements sont « bons fin 1941 » (72).

Mais, pour les dirigeants du Mouvement « la nécessité d'une réorganisation s'impose, de nouveaux projets sont mis à l'étude » et le M.N.B. « passe sous la direction d'un chef unique, soit du Haut Commissaire Royal Honoraire X qui choisit quelques collaborateurs pour former un Directoire » (73).

(68) C'est en fait la troisième fois que cela lui arrive car il avait commencé à travailler pour un certain « Mottart » qui n'a pu être identifié.

(69) M23 rencontre *Millstone* à deux ou trois reprises avant de voir *Mill* : « Et nous nous sommes promenés entre la porte de Hal et la Porte Louise, des promeneurs du dimanche, quoi ! » (interview de M23, octobre 1970). *Mill* a accepté de donner sa véritable identité et M23 a ainsi pu contrôler la réalité de son départ pour l'Angleterre en 1940.

(70) M23 : « J'avais déjà certains rapports sporadiques avec des gens du M.N.B. Rochat avait des contacts encore plus poussés que moi avec le M.N.B. (...) Tout à fait séparés. C'est en discutant là-bas que l'on s'est rendu compte que nous connaissions l'un ou l'autre. Mais Rochat était beaucoup plus avancé que moi. Il a été décidé à ce moment-là que Rochat continuerait les contacts avec le M.N.B. pour essayer de créer un réseau de Renseignements et que moi je resterais comme doublure. Dupont restait comme troisième moyen d'accès au M.N.B. » (octobre 1970).

(71) Il admettra également « que souvent les mêmes renseignements étaient faits en double » et transmis simultanément à *Mill* et à *Zéro* — dans ce cas particulier par son intermédiaire et cela jusqu'à l'arrestation de son « honorable correspondant ».

(72) Toujours après la Libération, M23 écrit : « Les renseignements viennent assez régulièrement jusqu'en janvier 1942 ».

(73) Extraits d'un rapport de *Marins* — chef du M.N.B. à partir de mai 1942 — adressé à Londres en octobre 1943 ; le Haut Commissaire est évidemment Camille Joset qui se décide alors à sortir de l'ombre pour s'afficher publiquement comme le « Patron ».

Hélas, des arrestations survenant au début de 1942 vont momentanément faire échec à cette tentative de rationalisation.

La première survient le 17 janvier. Nous avons dit déjà que l'ingénieur Lammers avait été chargé, ou plus exactement sans doute s'était trouvé en charge, du Renseignement au sein du M.N.B. Il me semble évident que cette « fonction » était due autant à ses capacités professionnelles qu'à ses contacts avec des agents *Mill*. Malheureusement pour lui, il s'occupait également d'évacuation de prisonniers de guerre : cela va causer sa perte.

En décembre 1941, trois militaires français évadés arrivent à Liège. Parmi eux, un certain F. laisse tomber par inadvertance une carte que son convoyeur D. ramasse sans y prêter autrement attention. F. passe en France mais revient ensuite en Belgique pour des raisons... plus sentimentales que patriotiques. D. se souvient alors de la nature du document qu'il a eu entre les mains ; il s'agit d'une carte de travailleur volontaire en Allemagne. Une expédition, à laquelle prend part Lammers, est alors montée dans le but de supprimer F. Mais nos résistants ont des principes moraux et n'ont pas la gâchette facile (74). Ils se contentent donc d'exiger de F. une signature par laquelle il s'engage à regagner la France au plus tôt. Il se fait prendre, ou se laisse capturer, et dénonce tous les maillons de la filière d'évasion qu'il connaît, et par conséquent l'ingénieur Lammers.

Cette arrestation aurait pu être très grave pour le M.N.B. car elle attire sur lui, pour la deuxième fois au moins (75), l'attention de l'*Abwehr* qui sait maintenant à qui il a à faire. Elle est évoquée dans le *Tätigkeitsbericht* que rédige le directeur de la *Feldpolizei* pour la seconde quinzaine de janvier (76).

Berlin apprend ainsi que trois personnes ont été appréhendées au moment où elles tentaient de passer en fraude la ligne de démarcation. Il s'agit de notre prisonnier français F., d'un sergent-pilote anglais, et d'une convoyeuse du M.N.B., Sylvia D.

Les prisonniers sont transférés de Bourges à l'*Abwehrstelle Belgien* pour interrogatoire le 16 janvier. Sylvia D. reconnaît alors son appartenance au M.N.B. qui, dit le rapport, « s'occupe d'espionnage, d'hébergement de prisonniers de guerre échappés d'Allemagne, d'aviateurs anglais abattus et d'autres personnes recherchées par les autorités allemandes ». Le « *Belgische National-Bewegung* » édite aussi des imprimés illégaux.

Treize personnes, qui ont hébergé l'aviateur anglais, ont été arrêtées. Parmi elles, l'ingénieur René Lammers : « dirigeant présumé de l'organisation « *Belgische National-Bewegung* » à Bruxelles. On a découvert chez lui un *Organisationsplan* qui fait apparaître la structure (*Aufbau*) et les objectifs (*Aufgaben*) du Mouvement. Lammers nie mais est confondu par des déclarations d'autres personnes arrêtées ».

(74) Le M.N.B. sera parfois victime de ces « délicatesses inopportunes » — c'est un mot de Fernand Desonay à son sujet — mais c'est un excès qui est de loin préférable à son contraire.

(75) Je pense évidemment ici à l'affaire R.I.O.B.

(76) La *Geheime Feldpolizei* était l'organe d'exécution de l'*Abwehr*, G.R.M.A., T. 501, R. 107.



Le rapport se termine par la prévision de nouvelles arrestations, qui n'interviendront pas heureusement grâce au courage du chef du Renseignement M.N.B. qui ne parlera pas.

Nous possédons en outre un second document en provenance de l'O.F.K. 672 daté du 8 avril 1942, en cause de Lammers et de sept co-inculpés. Il confirme le premier :

« L'accusation est ordonnée parce qu'ils sont suffisamment suspects d'avoir accordé, pendant la guerre contre le Reich, de l'aide aux puissances ennemies et causé préjudice à la force de guerre du Reich, et, en conformité de cela, avoir hébergé et caché des prisonniers de guerre échappés et des membres de l'armée ennemie.

D'après ce qui a été établi, l'accusé Lammers doit être considéré comme une des têtes dirigeantes de l'organisation qui s'occupait de soutenir des prisonniers échappés ainsi que des aviateurs ennemis parachutés ou abattus.

Cette organisation s'appelle Mouvement National Belge.

A l'occasion d'une perquisition, il a été trouvé, chez Lammers, un plan d'organisation qui réglait l'organisation intérieure de cette communauté de personnes (dossier p. 109, traduction p. 165) (77).

D'après ce plan, les membres sont obligés à une discrétion totale et à une obéissance aveugle. Il contient également des indications détaillées sur la structure, la tâche et la façon de travailler de l'organisation.

(...)

Lorsque [F], plus tard, fut revenu, contrairement à sa parole, ce fut Lammers, en tant que président, qui tint (...) une espèce de tribunal qui a sommé [F] de quitter la Belgique sur-le-champ, parce que sans cela on ne pouvait plus lui garantir la vie ».

L'arrestation du responsable M.N.B. (78) va précéder de peu celle de Rochat, chargé par Mill des contacts avec le Mouvement. Par une bien curieuse coïncidence, elle est également due à une activité *escape*.

Frans Rochat est en effet, pour ce motif, en relation avec Mme Pearl E. qui s'occupe de l'évasion de militaires anglais restés sur notre territoire.

L'affaire débute par une dénonciation aux services de la G.F.P. 530 auxquels on signale un lieu d'hébergement de deux soldats de l'armée de terre britannique. Au cours de l'arrestation qui suivit, Pearl E. se présente en cette maison avec du ravitaillement pour ces soldats. Elle est arrêtée, relâchée le même jour et placée sous surveillance discrète. Pour plus de sécurité, l'amie de De Zitter est introduite au sein du groupe.

Les premières arrestations ont lieu le 20 janvier 1942 et se succèdent en février, Rochat étant arrêté le 28 (79). La surveillance opérée a fait apparaître l'activité du groupe en matière de Renseignement (80).

(77) Cette indication est intéressante car elle montre le degré de préparation d'un dossier dont seules trois feuilles de résumé nous restent conservées. Tel est souvent le cas des archives des Services répressifs allemands dont nous ne possédons en définitive que peu de chose.

(78) Mort à Bochum le 24 mars 1943.

(79) Mort en Allemagne en février 1945.

(80) Le *Tätigkeitsbericht* du 18 février mentionne l'arrestation de 7 personnes qui se sont occupées d'espionnage contre l'Allemagne et de la protection d'Anglais. Chez Pearl E., nous apprenons ce rapport, on a trouvé un plan des défenses d'Ostende, des installations de D.C.A. de l'aérodrome de Beauvechain, etc.

L'instructeur de la G.F.P., Kleinpaul, dira à ce sujet :

« Il s'agissait d'un service bien établi et bien organisé quoiqu'en certaines périodes le contact fut interrompu par suite d'arrestations (probablement) (81) ou bien du fait qu'un chef aurait dû se retirer pour éviter une arrestation (82).

L'évacuation du renseignement se faisait plus ou moins régulièrement et le service durait déjà depuis longtemps avant les arrestations, sans que j'en puisse spécifier la durée exacte ; en tout cas, il n'était pas éphémère.

(...)

On comprend que l'arrestation à un mois d'intervalle des deux contacts va sérieusement désorganiser la collaboration entre les deux groupes, à un moment pourtant où elle commençait à se révéler utile. Ce double coup du sort ne mettra cependant pas fin à la coopération car des « doublures » sont prêtes à occuper les postes abandonnés. Du côté *Mill*, Dupont, M28, reprend le secteur Rochat mais, pour de légitimes motifs de prudence, il abandonne les contacts M.N.B. jugés trop dangereux. A partir de ce moment un rigoureux cloisonnement sera instauré, le successeur de Rochat auprès du M.N.B., M23, ne conservant qu'un très petit nombre d'agents *Mill* pour se consacrer aux rapports avec le Mouvement de Résistance.

Pour reprendre le contact, M23 ne possède qu'un nom, celui de l'avocat Van de Kerkhove qu'il sait être un ami de Camille Joset. Aussi, après une traditionnelle « période de silence », s'adresse-t-il à lui.

Camille Joset, consulté, accepte de continuer la collaboration mais y met une condition : il veut rencontrer *Mill* personnellement.

Par ailleurs, dès ce moment, il a choisi, avec une remarquable sûreté de jugement, le successeur de Lammers, Raymond Defonseca, commissaire de police à St-Gilles. Ce dernier est par ailleurs désigné pour prendre la place de Joset lui-même à la tête du M.N.B. en cas d'arrestation. La rencontre *Mill*-Joset eut lieu au domicile de ce dernier, avenue des Gaulois, dans le courant du mois d'avril 1942. Camille Joset accrédite Defonseca comme son chef du Renseignement et demande la diffusion d'un message personnel à la radio de Londres. Les câbles de *Millstone* pour cette époque sont conservés. Voici les extraits qui concernent le M.N.B.

« Câble n° 20

(...)

VOUDRIEZ-VOUS AUSSI FAIRE EMETTRE PAR BBC EMISSIONS NEUF HEURES SOIR LES VINGT-SIX ET VINGT-HUIT AVRIL LA PHRASE SUIVANTE. ON SEME LE BON GRAIN AVEC LES AMIS DE MATHURIN. MERCI D'AVANCE ET AMITIES (83).

(81) Allusion probable à l'arrestation de Lammers.

(82) ... et à la fuite d'Alfred D. (voir *infra*, note 168).

(83) Elle passera à Radio France légèrement modifiée et à d'autres dates :

samedi 25 avril : « On sème le bon grain avec Mathurin »

27 avril : « On a semé le bon grain chez les amis de Mathurin ».

Ces erreurs, peut-être volontaires, n'empêcheront pas les dirigeants du M.N.B. de faire confiance définitivement à *Mill* car le message personnel comportait de toute manière les mots les plus importants.

Câble n° 21

MOUVEMENT NATIONAL BELGE EST PRINCIPALE ORGANISATION PATRIOTES. NOUS A DEJA FOURNI RENSEIGNEMENTS. PUIS PRENDRE CONTACT AVEC SON CHEF ANCIEN HAUT COMMISSAIRE ROYAL PERSONNE TRES SERIEUSE. ETES-VOUS D'ACCORD. JE SAIS QU'ILS ATTENDENT DES DIRECTIVES DE LONDRES QUI POURRAIENT LEUR PARVENIR PAR MON INTERMEDIAIRE. AIMERAIS SAVOIR VOTRE AVIS. FIN.

Câble envoyé à *Mill* le 4.5.42

PRENEZ CONTACT PAR INTERMEDIAIRE AVEC HAUT COMMISSAIRE LUI FAIRE DEMANDER UN RAPPORT COMPLET ET TRANSMETTRE STOP DEMANDEZ LUI SI DESIRE LIAISON DIRECTE ENVERRONS ALORS RADIO STOP SOYEZ PRUDENT MESSAGE TERMINE ».

Cette réponse encourageante arrive en fait comme les célèbres carabiniers d'Offenbach. En effet, non seulement un contact direct a déjà eu lieu, mais Camille Joset a été arrêté le 27 avril (84), ce que signale *Mill* dans son câble n° 30 non daté.

« (...) CHEF MOUVEMENT NATIONAL ARRETE LUNDI. POUR CHIEVRES QUARANTE AVIONS... ».

Heureusement, « Le Gaulois » saura lui aussi se taire comme il a su choisir un remplaçant à la mesure des circonstances, *Marius*. Sous sa direction éclairée, le travail du M.N.B., notamment en matière de Renseignement ne va pas cesser de s'améliorer et cela d'autant plus qu'il va en ce domaine s'adjoindre un collaborateur de premier plan, *Brochet*, qui ne tardera pas à devenir la véritable cheville ouvrière du M.N.B. (85) dont l'activité continue sans heurts malgré l'arrestation du Chef. Le câble 43 de *Mill*, reçu le 3 juin 1942, en témoigne :

« GROUPEMENT PATRIOTIQUE DONT VOUS AI PARLE DEJA NOUS FOURNIT REGULIEREMENT RENSEIGNEMENTS. VOUS LES DONNE AVEC INDICATION SOURCE MN. INUTILE

(84) L'arrestation de Camille Joset m'est restée longtemps inexplicable mais le hasard m'en a fait découvrir la raison à l'occasion d'autres recherches. Elle est due, involontairement et indirectement, à un autre locataire de l'immeuble de la rue des Gaulois, qui devint rédacteur de *La Voix des Belges*. Par ailleurs, il connaît des fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture qui ont, de ce fait, des facilités de déplacement particulières. Camille Joset, ce patriote « effréné », ne pouvait laisser passer cette occasion et il entre en contacts avec eux. Une « casse » intervient dans ce groupe et il s'y trouve impliqué.

Nous trouvons une autre preuve de cette volonté de Résistance à outrance dans le procès de Jean Scherer (O.F.K. 672 - 17 septembre 1942), chef de l'Entente Nationale Belge, qui « dans son projet de réorganiser l'E.N.B. a reçu du renfort lorsqu'il fit, au début de 1942, la connaissance du nommé Camille Joset » qui « invita Scherer à transférer les membres de l'E.N.B. dans une organisation de Résistance plus importante ».

(85) Un envoyé de Londres, *Hortensius*, dont il sera beaucoup question dans la suite de ce récit, notera dans son rapport de mission au sujet de *Brochet* : « ... Très grand travailleur » (il travaillait généralement de 6 heures de l'après-midi jusqu'à deux heures du matin) — il ne s'agit ici bien sûr que du travail clandestin — « Intelligent et efficient, avait une grande connaissance de toutes les activités du M.N.B. ».

ENVISAGER AUTRE CHOSE POUR LE MOMENT ETANT  
DONNE QUE LEUR CHEF ARRETE. AI PRIS MAXIMUM PRE-  
CAUTIONS POUR QUE NOUS NE SOYONS PAS INQUIETES.



On peut dire que mars 1942 marque, pour le M.N.B., la fin de la pré-histoire, au sens technique du terme. En effet, son Directoire commence à ce moment à émettre et diffuser des Instructions et des Ordres de Service à une cadence somme toute assez étonnante pour un mouvement clandestin à une pareille époque (86). Ces textes, et les procédures parfois compliquées qu'ils mettent en œuvre, ont parfois fait taxer le M.N.B. de bureaucratie. Ce défaut, pour autant qu'on l'estime fondé, est peut-être dû au caractère de *Marius* et à sa profession de policier. D'autre part, il était en quelque sorte rendu nécessaire par l'ampleur numérique du Mouvement : il comptera finalement 30.000 volontaires dont plus de 800 agents de renseignement (87). Enfin, il semble certain, que ces directives précises ont contribué à former de l'ensemble assez peu cohérent que nous avons vu agir jusqu'ici, un groupe bien structuré au sein duquel chacun n'agissait pas à sa guise mais dans le sens d'une action collective raisonnable et raisonnée.

Les Instructions concernent « l'organisation et le recrutement des divers échelons et services » ; « rassemblées, ces Instructions constitueront le plan d'ensemble du Mouvement ». Les Ordres de Service « concerneront individuellement tel ou tel échelon et auront trait à l'exécution d'ordres, à des communications, à des demandes de renseignements, etc., etc. » (88).

Parmi les Instructions, seule, celle qui porte le n° 7 intéresse le Renseignement.

Elle n'est malheureusement pas datée, ni aisément datable (89) et je n'en ferai donc que peu de cas, à regret d'ailleurs car elle nous apprend que « le rendement » du Service de Renseignement « ne donne plus satisfaction » alors que « plusieurs succès avaient pourtant motivé l'envoi de félicitations ». Le Directoire espère donc « un regain d'activité » pour « maintenir le bon renom du M.N.B. » et donne pour arriver à ce but des conseils précis.

Le premier « Ordre de Service » qui traite de la question du Renseignement porte le n° 3 et, lui, est daté, du 13 mai 1942, soit une quinzaine de jours seule-

(86) 47 Ordres de Service et 11 Instructions. Les cinq premiers textes datent des 6, 16, 17, 18 mars et 15 avril.

(87) Il s'agit ici d'un ordre de grandeur et non d'un chiffre exact dont la détermination est le problème le plus compliqué que je connaisse ! Pour la branche Renseignement, en rapport avec *Mill*, les chiffres varient entre 865 et 1011, si l'on tient compte de tous les cas litigieux dus le plus souvent à une double appartenance. Le Service *Mill* compte, lui, 701 agents reconnus, la sélection ayant été draconienne.

(88) Extrait de l'O.S. n° 1.

(89) L'Instruction n° 5 porte la date du 15 avril 1942 ; l'Instruction n° 6 n'est pas datée mais annonce l'envoi d'une première édition de *La Voix des Belges* sur quatre pages au lieu de huit (n° 14, juin 1942). Pour l'Instruction n° 7, le seul élément de datation possible réside dans le fait qu'elle est toujours signée « Le Chef du Directoire » et non *Marius* ou « I bis », ce qui est le cas pour les O.S. à partir de décembre 1942. Les Instructions 8 et 9 ne sont pas datées. La dixième est... de janvier 1944.

ment après l'arrestation de Camille Joset. On comprend dès lors le conseil de prudence qu'il donne :

« *Service de renseignements*

Il nous est communiqué : « transmis, des renseignements et documents ». La plus grande prudence est actuellement requise. Si possible, indications et croquis sur : Concentrations de troupes (genre). Nom des officiers, particulièrement dès le grade de Major. Comment occupent-elles le terrain (baraquements, etc...).

Tous renseignements sur les fortifications (genre, armement, direction, importance).

Idem sur les terrains d'aviation (faux ou vrais). Sont-ils mis hors d'usage (fils barbelés, etc...). Activité sur ces terrains (genre d'appareils, si possible le n° des avions ou des moteurs).

Idem sur les dépôts de munitions et de carburant, éventuellement leur profondeur, genre de voûtage, épaisseur, genre de munitions (torpilles, obus à gaz ou autres, leur calibre, etc...).

Votre travail est de grande utilité, c'est pourquoi nous vous conseillons la prudence, il faut le continuer car... ».

Ces demandes de renseignements émanent certainement de *Mill*, la formule « Il nous est communiqué... » en témoigne. Elles sont donc de particulière importance car elles indiquent l'orientation fondamentale du Service à ce moment : contrairement à *Zéro*, par exemple, *Mill* est essentiellement un organisme chargé de recueillir des renseignements militaires pour le compte des autorités britanniques qui à cette époque sont les seules à pouvoir les exploiter (90). La recherche systématique des renseignements économiques et politiques ne viendra que dans la suite (91).

Ce fait apparaît encore dans l'O.S. n° 4, non daté, qui s'exprime ainsi :

« a) il est constaté que depuis quelque temps, les différents services du M.N.B. ont une activité réduite. Il importe que les chefs, à tous les échelons donnent un regain d'activité à leur organisation (92).

Les volontaires peuvent aisément se rendre utiles en recueillant *tous renseignements* qui présentent un intérêt militaire ou qui soient de nature à renseigner ou favoriser nos alliés.

(...)

Le même document donne une des causes principales du mauvais fonctionnement du système : la lenteur dans l'acheminement du courrier entre la province et Bruxelles (93) et son irrégularité. Il donne aussi un élément de

(90) C'est ce que *Mill* lui-même m'a déclaré et je ne fais qu'en trouver ici une confirmation écrite. Elle n'est pas la seule, d'ailleurs : l'O.S. 22 (18 mai 1943) note « Renseignements militaires (les plus importants) » ; le Chef de Province Luxembourg écrira de même le 22 août 1943 : « Remarques 1) ne pas se laisser distraire du but principal, les renseignements militaires ». Voir aussi la note de M 23 du 24 août 1943, *infra*, p. 43.

(91) Il en sera question pour la première fois dans l'O.S. 17 du 3 février 1943 ; les renseignements strictement politiques verront grandir leur importance avec l'approche de la Libération et des problèmes qu'elle a — et aurait — pu poser.

(92) Curieux parallélisme entre les termes de cet O.S. et ceux de l'Instruction n° 7 que je ne sais dater. Je ne pense cependant pas que les deux textes soient contemporains car ils sont du même signataire et ont les mêmes destinataires. Rien n'expliquerait pareil double emploi.

(93) La situation ne s'améliorera que lentement : l'O.S. n° 19 (3 avril 1943) est encore consacré à ce problème, de même que le n° 38 (15 octobre 1943).

solution, bien connu de tous les agents secrets, et par conséquent de *Mill* : utiliser les « boîtes aux lettres », même à vide, pour que n'étant jamais interrompu, le mouvement du courrier reste constant :

« (...) »

Il arrive souvent que des retards regrettables rendent inefficaces certains renseignements ou certaines communications. Ceci est dû au fait que les délégués ne relèvent pas régulièrement la correspondance dans les boîtes convenues. Peu importe que, durant quelque temps, aucun pli n'est déposé pour vous. Le délégué doit néanmoins passer au local désigné et y déposer ce qui est destiné au Directoire. Le courrier de celui-ci relève le courrier hebdomadairement. »

Enfin, toujours dans cet O.S. n° 4, apparaît une seconde faiblesse, chronique pour certaines provinces : la perte de contact par manque de doublures et parfois par une trop grande volonté d'indépendance, ce qui sera le cas particulièrement pour le Hainaut.

Le Service *Mill* va bien vite se rendre compte de la nécessité de faire parvenir aux agents M.N.B. des instruments de travail, en l'occurrence des fascicules permettant l'identification des troupes (94), et des instructions précises, notamment en ce qui concerne les relevés du trafic ferroviaire qui sont demandés dès la fin du mois d'août 1942 :

« (...) »

3) En ce qui concerne les renseignements relatifs au trafic par fer, nous vous serions obligés de bien vouloir les rédiger comme suit, afin de nous faciliter le recoupement :

DATE		LIEU			
N° du transport	N° du train	Heure de passage	Origine	Destina-tion	Détail du chargement
Symbole des unités					

Remarque importante : Ne donner que des résultats connus et contrôlés ».

Ce texte est à nouveau fort intéressant pour l'histoire du Service *Mill* lui-même car il permet de dater les débuts de l'organisation rationnelle du contrôle des voies de chemin de fer qui, sous la direction d'un futur adjoint direct de *Mill*, Jean Denis, deviendra un modèle du genre et certainement l'un des services les mieux organisés de tous les réseaux belges. Le M.N.B. a efficacement contribué à cette réussite bien que certains de ses observateurs n'aient pas suivi de bon cœur les conseils donnés quant à la mise en page des renseignements. Nous verrons d'ailleurs que le ton employé par *Mill* ou M23 sera parfois bien différent de ce « ... nous vous serions obligés de bien vouloir les rédiger comme suit... » !

Tout au long de cette année 1942, les divers services du M.N.B. vont continuer à se mettre en place avec plus ou moins de succès et plus ou moins de

(94) Plusieurs fascicules de cette espèce ont servi aux agents du M.N.B. Ils émanent soit du Mouvement lui-même, soit de *Mill*, soit, dans la suite, directement de Londres. Il est impossible de savoir, par exemple, auxquels d'entre eux fait allusion l'O.S. n° 7 (29 août 1942) qui s'exprime ainsi : « Afin de faciliter la besogne des éléments attachés au service de renseignement, vous voudrez bien leur communiquer la teneur du premier fascicule que je vous fais parvenir en même temps que le présent. D'autres instructions vous parviendront ultérieurement ».

rapidité selon les domaines ou les endroits. La Noël de cette troisième année de guerre va servir de prétexte au Directoire et à son chef pour passer en revue l'ensemble de l'activité clandestine qu'ils dirigent, avec parfois un sens critique qu'il convient de souligner et d'admirer.

A la date du 25 décembre, cinq Ordres de Service sont lancés à l'adresse des Chefs de Province, Chefs de Secteur et Chefs Locaux. L'O.S. n° 11 traite de la Presse, « œuvre de prosélytisme patriotique », le n° 12 parle des Brigades de Choc qui s'occuperont de faire administrer une « justice rapide » là où le besoin s'en fait sentir et cela autant que possible en collaboration avec des Partisans du Front de l'Indépendance.

L'O.S. n° 13 envisage l'Épuration et le Maintien de l'Ordre. L'Épuration consiste à dresser des listes de collaborateurs, les traîtres « actifs » devant être désignés aux équipes de « Justiciers » (95) du Mouvement ou à d'autres unités spéciales, du F.I., par exemple. Il faut, pour les autres, employer des menaces afin de les « démoraliser » et de les « terroriser ». Le Maintien de l'Ordre doit être organisé sur le plan local où les points à garder doivent être clairement repérés.

L'O.S. n° 14 s'occupe du recrutement, domaine où un « relâchement inadmissible » est constaté. Il faut donc intensifier la propagande car « beaucoup de communes et d'agglomérations dans nos différentes provinces ignorent jusqu'à l'existence même du M.N.B. ».

Nous avons conservé pour la fin l'O.S. qui traite du Renseignement bien qu'il porte (est-ce volontairement ?) le premier numéro de la série, le n° 10.

Il observe une nouvelle fois que « sauf dans certains secteurs déterminés, il a été constaté dans les derniers temps que le service de renseignements n'avait que peu ou pas d'activité ».

« Notre correspondant étranger espère que cette situation ne sera que passagère. Il nous rappelle que notre organisation a rendu de grands services et qu'il serait malheureux de mettre fin à notre collaboration alors que celle-ci est plus que jamais requise, tenant compte des événements importants qui se préparent. Il ajoute qu'il n'est pas possible d'immatriculer séparément chaque membre de notre service, mais que tous sont agréés en ce sens que notre organisation est elle-même agréée et *immatriculée* au centre Etranger ».

Ce premier paragraphe mérite, je crois, quelques remarques d'ordre psychologique. Cette référence à un « correspondant étranger » sorti en droite ligne d'un vocabulaire destiné à auréoler le Renseignement dont la collecte, nous l'avons dit, est souvent banale (96), apporte une touche de mystère et de romanesque peut-être destinée à combattre une légitime tendance au découragement qui est évoquée dans la suite du texte :

(95) Ils « interviendront » avec beaucoup de modération ; à titre d'exemple, le rapport d'activité de janvier 1944, période troublée, ne mentionne que deux actions en ce domaine (voir *infra*).

(96) Fernand Desonay, chantre du M.N.B. en Ardennes, écrit à ce sujet : « Encore une fois, pareille tâche, qu'assumèrent régulièrement tant des nôtres, n'a rien de spectaculaire, de claironnant. La mitraillette au bout du poing vous a d'autres charmes ! » (*Dans le Maquis*, Bruxelles, 1945, p. 51).

« Ne vous découragez pas si aucune suite n'est donnée à vos avis. Il nous a été communiqué qu'une destruction simultanée au moment opportun est préférable à des destructions isolées et espacées car ces dernières permettent la reconstruction, ou la construction de nouveaux dépôts, alors que les premières détruisent en une fois tous les stocks, sans que l'ennemi puisse les reconstituer, et le privera ainsi dans les jours critiques d'un approvisionnement indispensable. Il faut donc que tous les dépôts soient connus ainsi que leur contenu. Il y a lieu aussi de renseigner exactement (jour, heure et détails) sur tous les événements qui se produisent sur votre territoire (bombardements, chute d'avions, attentats, sabotages, etc.).

(...)

Le but principal de cet Ordre de Service apparaît ici clairement : rétablir un moral défaillant pour une raison très humaine : les observateurs prennent des risques parfois fort grands sans apercevoir un résultat tangible qui serait pour eux le meilleur des encouragements.

Bien mieux, il est certain que nombre d'entre eux se demandent si ces renseignements sont transmis, et telle est, à coup sûr, la raison de la présence dans ce texte du problème de l'immatriculation des agents par le « centre étranger ». Nous avons vu que la branche M.N.B. avait été indiquée à Londres sous la mention « M.N. » dans un câble de juin 1942. Ce fait sera encore confirmé par *Mill* dans un message chiffré qui est envoyé par courrier au printemps de l'année suivante et dans lequel il donne un aperçu général de son Service et de ses agents :

« (...)

M vingt-trois (...) assure liaison avec M.N. M.N. groupe important agents se rattachait au Mouv. nat. Suite. Répartis dans tout le pays travail intermittent mais parfois plein d'intérêt.

(...)

L'action du M.N.B. est donc connue de Londres dès 1942 et le sera mieux encore dans la suite : il est par conséquent exact que le Mouvement est effectivement « immatriculé collectivement ». Mais une fois encore, ce fait n'est connu que d'un petit nombre d'initiés. Ce qui justifie pleinement les explications données à ce sujet dans cet Ordre de Service n° 10, parfait exemple de psychologie appliquée : d'abord la semonce (vous n'avez que « peu ou pas d'activité »), puis un peu de flatterie (notre organisation « a rendu de grands services »). Il ne faut donc pas décevoir le « correspondant étranger » auprès duquel on est immatriculé et cela justement au moment où « des événements importants se préparent » (97). Il ne convient pas non plus de se décourager parce que les résultats du travail ne sont pas directement perceptibles, d'autant plus que l'ennemi, lui, ne reste pas inactif :

« (...)

Notre correspondant étranger nous signale aussi que l'ennemi aurait l'intention d'employer une nouvelle arme (confirmé par les discours d'Hitler : « Nos chimistes et nos ingénieurs ne sont pas restés inactifs », a-t-il dit). Il semble que les Allemands disposent d'un gaz puissant qualifié suivant les uns « Réfrigérant », suivant les autres « Assommant ». Ces gaz

(97) L'imprécision est peut-être volontaire en raison du souvenir trop proche de « l'échec » du raid contre Dieppe, le 19 août 1942.



comprimés se trouvent en bonbonnes de différentes dimensions ou en torpilles aériennes. Des dépôts pourraient exister dans les environs de Bruges, Gand, Bruxelles et Anvers. *Prière de faire toutes les recherches utiles à ce sujet* ».



Ce travail de raffermissement du moral devait être complété par une preuve tangible de l'intérêt porté au Mouvement par l'autorité anglaise. Il fallait obtenir la diffusion rapide d'un message personnel à la B.B.C. Aussi, dès le 12 janvier 1943, nous trouvons dans l'Ordre de Service n° 15 le texte suivant :

« a) *Propagande*

Quoique depuis un certain temps notre organisation avait peu d'activité, cette mise en veilleuse n'a pas empêché nos « Amis » de nous adresser derechef des félicitations. Celles-ci étaient accompagnées d'une demande pressante, nous invitant à ne pas abandonner une activité qui s'est avérée si utile.

Ceci est certes encourageant et prouve à suffisance que notre organisation s'est dès maintenant rendue des plus utile. (...)

Une preuve d'affiliation sera communiquée par « Radio Londres » le seize (16) ou le vingt-six (26) courant. La phrase prononcée sera :

« LES AMIS DE LOUIS PEUVENT AVOIR CONFIANCE AU MURIER »

(...) ».

Voilà qui est intéressant. En effet, ce message personnel n'a pas été demandé par *Mill*, mais bien par le Service *Bayard* le 16 janvier suite à l'arrestation du radio *Bruin*. Comment a-t-il été connu des dirigeants du M.N.B. ? Nous ne le saurons sans doute jamais, mais ce fait ne doit pas nous étonner outre mesure car, à cette époque, beaucoup de résistants appartenant à des groupes différents se côtoient, se donnent « un petit coup de main » à l'occasion, ou plus simplement encore, font très officiellement partie de plusieurs mouvements ou services en même temps. Dès lors, une « indiscrétion » n'est pas rare ; il est moins courant d'en trouver une preuve tangible comme c'est le cas ici. Au surplus, il faut relever une faute grammaticale curieuse, « confiance au », qui pourrait bien laisser entendre que l'indicateur du M.N.B. ne savait pas très clairement quel message exact serait transmis. J'ai d'ailleurs trouvé cette singulière note en provenance sans doute d'un secteur du M.N.B. (98) :

« 26.1.43

Bien entendu hier, le message annoncé. Le texte en était légèrement modifié : Les amis de Louis ont bon et beau mûrier (99).

J'espère que la troupe aura entendu ce texte et que cela sera pour elle un bon stimulant pour l'action et le recrutement.

(...) ».

Pourquoi le Directoire ne s'est-il pas adressé directement à *Mill* pour obtenir un message ? Sans doute pour gagner du temps ; mais il faut aussi savoir

(98) Centre seconde guerre mondiale, *Fonds Lejeune*, n° 510.

(99) Le texte demandé par *Bayard* ne comprenait pas le mot « bon » (voir note 83).

que *Mill* était très prudent dans ses demandes à Londres en cette matière car, comme nous venons de le voir, une fuite était toujours possible, sinon prévisible, et certaines d'entre elles émanant d'autres Services d'ailleurs, ont été de grande utilité pour les agents provocateurs.



L'Ordre de Service n° 16 (28 janvier 43) traite également du Renseignement mais sous une forme un peu particulière puisqu'il consiste surtout en une demande de terrain pouvant servir à des atterrissages.

L'Ordre de Service n° 17 (3 février 43) concerne le Renseignement mais de manière plus générale. Il confirme les remarques antérieures, mais commence, cette fois, sur un mode nettement plus optimiste :

« Notre « Deuxième Service » (100) nous communique textuellement ce qui suit. Nos chaleureuses félicitations pour le rapport que vous nous avez remis, les renseignements sont très intéressants et bien présentés.  
(...) ».

Il se termine à nouveau par des allusions à la possibilité de recevoir des messages personnels qui, eux non plus, ne furent pas demandés par *Mill* (101) :

« Il se peut que les messages suivants nous parviennent de Londres le matin à 9 heures 15 ou 13 heures et le soir au cours de l'émission de 21 heures 15, aux dates ci-après :  
le 3 février : « L'OURTHE SE JETTE DANS LA MEUSE »  
le 10 février : « LE CANAPE EST AU MILIEU DU SALON »  
Nous attendons en conséquence une grande activité de la part de ce service.

Vive la Belgique. Une, Libre et Indépendante.  
Pour le chef du Directoire,  
Par délégation, I bis » (102).

Cet O.S. nous apprend encore que *Mill* a demandé au M.N.B. de classer les renseignements en quatre groupes, comme cela se fait dans ses autres secteurs : renseignements militaires, chemin de fer, économiques et politiques. Nous trouvons ici, pour la première fois, mention de ces deux derniers types de renseignements qui vont dorénavant compléter la moisson recueillie par le Service. Il faut aussi signaler que le chemin de fer est le domaine pour lequel le plus grand nombre de consignes précises sont données : rappelons que ce secteur d'activité va devenir la « spécialité » de *Mill* au fil du temps.

Pour en terminer avec les O.S. traitant du Renseignement, nous signalerons encore que les n° 19 (3.4.43), 22 (18.5) et 26 (25.7) reprennent et amplifient instructions et consignes données antérieurement. La simple fréquence de ces O.S. est à mon sens significative de l'intérêt croissant accordé à ce secteur d'activité.

(100) Expression à rapprocher de celle de « correspondant étranger » de l'O.S. n° 10.

(101) Un O.S. du 18 mai mentionnera encore la diffusion d'un message personnel non spécifiquement *Mill*.

(102) C'est la formule classique figurant au bas de tous les O.S. du M.N.B.

Dès février 1943, une certaine amélioration est constatée dans le rendement de la branche « N » du Service *Mill*. Elle va se confirmer au fil des mois jusqu'à la catastrophe de février 1944 (103).

Malheureusement, si nous avons pu décrire la genèse des contacts du M.N.B. en matière de Renseignement et faire assister à la lente et difficile mise en place de l'organisation de cette activité, au sein d'une action beaucoup plus diversifiée, il nous est impossible de porter un jugement *objectif* sur ses progrès. Il faudrait, pour cela, être en possession des courriers envoyés à Londres par *Mill* : tel n'est, hélas, pas le cas (104).

Cependant, le hasard (105) a voulu que ne soit pas détruite la correspondance de M23 avec le M.N.B. pour une époque intéressante de l'activité du Mouvement, l'été de 1943. Elle couvre une période de près de trois mois, qui me paraît suffisante et, d'autre part, je pense qu'elle pourrait bien être conservée dans son intégralité, fait évidemment fort important au point de vue de la critique historique.

Ces notes ne sont pas elles-mêmes datées mais elles constituent autant d'accusés de réception de courriers du M.N.B., ce qui permet de reconstituer un ordre chronologique (106). Elles comportent un total de 30 pages dactylographiées à simple interligne. Il nous est par conséquent impossible de les reproduire *in extenso* quel que soit l'intérêt qu'elles présentent ; nous en citerons cependant une à titre d'exemple. Je l'ai choisie particulièrement non seulement pour son caractère général et récapitulatif, mais aussi parce qu'elle figure parmi celles dont j'ai eu le plaisir de discuter avec M23. Pour le reste, je me contenterai de signaler les passages importants pour l'idée qu'il convient de se faire du travail du M.N.B. ou qui constituent pour cette étude un fait nouveau digne d'attention.

#### « M23 à Marius »

Nous recommandons à votre particulière attention les notes que nous vous avons adressées principalement depuis le début août et qui en général résument toutes les notes antérieures dont — et nous avons le regret de le constater, — il ne semble pas en général être tenu compte. Nous ne faisons pour ainsi dire que répéter que les renseignements nous transmis sont trop vieux, que chaque renseignement doit mentionner le lieu, la date et dans certains cas même l'heure de constatation. Il en est rarement tenu compte. En outre, très souvent, le libellé du renseignement prouve que l'agent est à même de donner un renseignement complet et que, par négligence, il omet des points importants. UN RENSEIGNEMENT NE DOIT PAS ETRE BACLE, IL DOIT ETRE ETABLI SOIGNEUSEMENT, SINON IL PERD DE SON IMPORTANCE ET L'ON EN ARRIVE

(103) Elle apparaît clairement dans les nominations aux divers grades dans le Corps des Agents de Renseignement et d'Action mais le lecteur sera sans doute satisfait de ne pas voir figurer ici l'encombrante nomenclature qui ressort de la consultation de quelque 150 dossiers personnels.

(104) Sauf pour l'été de 1944. Peut-être les autres existent-ils toujours dans les archives du *Secret Service*.

(105) L'épouse de M23 a dû cacher précipitamment ces documents, dans une cheminée désaffectée, lors d'une visite de la *Gestapo*.

(106) La première accuse réception des courriers des 12 et 13 août, la dernière de celui du 28 octobre.

### A CETTE IRONIE QU'UN HOMME DESIREUX DE SERVIR RISQUE SA PEAU POUR RIEN.

Un grand défaut, à notre avis, est la centralisation trop forte que certains font de leurs renseignements (centralisation qui couvre des régions trop étendues et nuit à la rapidité de transmission). Il est inadmissible, entre autres en ce qui concerne Sautour (ou le bois de Vodecée) que depuis plus de trois mois nous essayons vainement d'avoir un plan sortable de ce poste de repérage ; à titre indicatif, nous vous transmettons en annexe plan et légende de ce poste que nous avons obtenu et que nous vous prions de transmettre aux intéressés à titre d'exemple.

La rapidité de transmission étant des plus importante à l'heure actuelle, nous vous demandons d'insister avec la dernière énergie auprès de vos agents pour que tout ce qui concerne les renseignements militaires, soit :

Mouvements et identifications de troupes — Défense côtière —  
Défense intérieure — Liaisons et transmissions — Renseignements  
sur aérodromes — D.C.A. et postes de repérage ou de détection —  
Dépôts de munitions (pour ne citer que les plus importants)

soient acheminés hebdomadairement dans le plus bref délai. Que vos agents principaux prennent comme règle de collecter les renseignements hebdomadaires auprès de leurs hommes, le mercredi soir, voire même le jeudi matin, pour qu'ils puissent, après un bref triage, vous les faire parvenir en temps utile afin qu'ils nous soient remis à la boîte aux lettres à notre intention pour le samedi 11 heures. Il leur incombe d'éduquer leurs hommes pour que ceux-ci rédigent leurs renseignements de façon à réduire l'encombrement des papiers au minimum. Le courrier que vous adressez le mardi sera réservé uniquement aux renseignements importants recueillis du mercredi ou jeudi au dimanche ou lundi. En cas de renseignements d'importance primordiale, la boîte aux lettres d'urgence fonctionnera. Si la dactylographie occasionne une trop grande perte de temps, transmettre le renseignement tel quel.

*Trafic ferroviaire* : Il est absolument indispensable que ces renseignements soient établis comme demandé, pour les périodes d'observation et le moment d'expédition indiqués, faute de quoi il est inutile de les transmettre. Pour autant que l'écriture soit lisible, la dactylographie ne s'impose pas et nous comprenons qu'il est parfois difficile, surtout en ce qui concerne les renseignements du jeudi, de pouvoir recopier pour expédier en temps voulu. Nous rappelons à ce sujet que seuls les rapports pour lesquels nous avons fait demande sont à expédier à la Demoiselle, et que les enveloppes ne peuvent être confiées qu'à des agents parfaitement sûrs.

*Trafic fluvial* : Nous demandons à nouveau que ces rapports soient établis comme demandé. C.à.d. avec mention du lieu de contrôle, date, nom du bateau, matricule, tonnage net, origine, destination et chargement. Ces rapports étant parfois très conséquents, et expédiés dans leur forme originale pour autant qu'ils respectent les directives énoncées, nous demandons que la dactylographie en soit faite, en bonne impression, sur papier blanc, pour autant que ceci n'occasionne pas des retards de l'importance de ceux constatés actuellement. Si l'agent ne peut le faire, nous demanderions d'envisager la possibilité (point soulevé au cours de notre dernier entretien) d'en faire faire la copie à Bruxelles ; dans ce cas, nous en prendrions livraison lors du courrier du mardi (mais ces rapports devraient comporter le relevé du trafic arrêté au plus tôt le mercredi ou le jeudi précédent).

*Renseignements économiques, financiers, politiques, paramilitaires, sabotages et attentats, listes noires* quoique moins urgents, gagneraient à être plus récents. En ce qui concerne la dactylographie, voir trafic fluvial.

**ACHATS DE RENSEIGNEMENTS** (cas où il faut agir avec le maximum de circonspection). Nous sommes toujours d'accord, en principe, lorsque le jeu en vaut la peine, d'acheter un renseignement ou des plans de nouveau matériel (Mc 410 par exemple). Des cas de ce genre demandent la plus grande circonspection.

RENCONTRE : Afin de mettre la situation bien au point, nous pensons qu'il serait intéressant de nous rencontrer au plus tôt dans les limites prévues, un mot à ce sujet nous ferait plaisir.

FONDS : Vous parviendront fin de la semaine.

Nous sommes certains que vous mettrez tout en œuvre afin de réaliser dans le plus bref délai l'unité demandée, ce qui ne pourra que valoriser les renseignements de votre groupement, et ceci vise principalement Maurice qui est à même de fournir du bon (et qui le fait) mais est trop lent.

Bien cordialement.

P.S. : Nous présumons que vous avez toute satisfaction en ce qui concerne la réclame radiophonique faite à *La Voix des Belges*.

24/8 ».

Si cette lecture a semblé fastidieuse, je n'en suis pas mécontent car il en ressortira peut-être que travailler avec un « professionnel » comme Mill n'était certes pas facile : ce n'est ni sans mal ni sans fermeté que l'on parvient à monter de toutes pièces un réseau qui devra être, et sera, parfaitement adapté à sa tâche au moment décisif (107). Le lecteur veut-il un exemple, entre cent, de la manière draconienne dont s'exerçait le contrôle du renseignement transmis ? Je n'irai pas le chercher bien loin puisqu'il forme le début de la note suivante dans l'ordre chronologique :

« M23 à M.N.B.

1. Accusons réception courrier du 22 août.

2. Maurice

— Namur : très bons renseignements sur effectifs. Aimerions toutefois avoir des précisions sur les points suivants :

a) canons : dans un rapport de trafic ferroviaire, nous trouvons, arrivé à Namur, un train complet de 44 canons de 77 ; 10 canons de 105 court et 10 canons de 105 long, tandis que le rapport « Renseignement militaire » mentionne des calibres de 88 (employés plutôt en D.C.A.) et 95 (que nous ne connaissons pas dans l'armée allemande). N'y a-t-il pas confusion ? Ne peut-on donner le nom de la fabrique de Munich relevée sur les pièces d'artillerie ?

b) Identification de l'unité : l'unité est identifiée provisoirement ici comme 1 abt./2 Bie. Un rapport antérieur au sujet duquel nous avons demandé des précisions semblait identifier cette unité comme le 835 Bon ou 835 Bie et semblait également lui donner comme *Feldpostnummer* 28340/A (108) et peut-être 30040/M. Actuellement le *Feldpostnummer* semble être 48130. Nous demandons à Maurice qu'il veuille bien faire vérifier très sérieusement ces divers points (Documents en retour en annexe).

— Vodecée : En retour calque relatif... »

Je pense que ceci se passe aisément de commentaires et j'en reviens à la note du 24, que j'ai citée *in extenso*. Elle rappelle les trois exigences fonda-

(107) Le but de Mill est évidemment d'obtenir le rendement maximum. Une note de M23 au M.N.B. accusant réception du courrier du 2 octobre, est révélatrice de ce désir : « 7. Critt : bon, continuez et persévérez, essayez d'être plus curieux encore (...) Il nous trouvera peut-être exigeants, mais enfin qui ne demande rien n'a rien ! »

(108) Numéro postal : chaque unité en possédait un, ce qui permettait de ne pas mentionner en clair sa véritable dénomination.

mentales de *Mill*, tant de fois répétées : exactitude, rapidité de transmission et unité dans la manière de transcrire les renseignements, ferroviaires et fluviaux principalement. Elle nous donne aussi de précieux renseignements sur l'acheminement des documents.

Le M.N.B. fournit donc deux courriers qui sont normalement déposés à une boîte aux lettres qui ne sert qu'à cet usage exclusif. En l'occurrence, il s'agit de celle de la « Belle Blonde », chaussée de Waterloo. Les courriers doivent s'y trouver, les mardi et samedi (109). Un agent *Mill* vient les y chercher. Ils sont ensuite vérifiés et triés pour être filmés le mardi et, éventuellement, le vendredi, dans le cas, rare, où le Service envoie deux courriers à Londres dans une même semaine.

La boîte aux lettres d'urgence n'est pas fixe. C'est en général une maison de commerce qui possède le téléphone. Le contact entre elle et *Mill* est journalier suivant un code convenu de phrases d'apparence innocente (commandes, demandes de renseignements, etc.). Elle est utilisée pour des renseignements exceptionnels comme la visite d'une importante personnalité ou, plus tard, un passage de convoi de V2. Ils sont alors transmis par radio.

Il existe enfin une troisième « boîte », celle dite de « La Demoiselle ». Il s'agit en fait d'un système de transmission par l'intermédiaire de la Poste Restante de Charleroi. Comme la « boîte d'urgence », elle n'est pas spécifique au M.N.B. Celui-ci devait y faire parvenir ceux de ses renseignements sur le trafic ferroviaire qui étaient *nominalement* réclamés par *Mill*, soit qu'il n'ait pas d'agent propre dans telle ou telle gare, soit que l'agent M.N.B. soit supérieur à l'agent *Mill* qui y opère.

Il ressort à l'évidence de cette note, que la façon de travailler du M.N.B. ne donne pas entière satisfaction à son correspondant et cela parce qu'il y existe encore plus de bonne volonté que d'esprit de méthode. Le ton sec, pour le moins, ne doit pas étonner : il faut noter que ce texte n'est pas destiné, tel quel, aux agents mais bien à leur chef *Marius* auquel il est loisible d'en atténuer le mordant. La semonce était par ailleurs d'autant plus sévère qu'elle se justifiait non seulement par des raisons d'efficacité mais aussi d'humanité. Pourquoi laisser courir des risques graves pour fournir des renseignements inutilisables ou simplement inutiles (110) ?

Mais la machine M.N.B. est lourde, les habitudes solides et l'impatience du Service bien grande. Alors, *Mill*, en personne, va jeter dans la balance le poids de l'autorité et du prestige du « Patron » ; nous sommes à la mi-septembre.

(109) Les renseignements du M.N.B. arrivent en fait chez *Brocbet* « en vrac ». Ils ne passent à la boîte aux lettres de *Mill* qu'après un premier tri.

(110) A titre d'exemple, cet extrait de la note M 23 au M.N.B. accusant réception du courrier du 4 septembre : « 6. *Trafic ferroviaire* : Signalons à nouveau qu'il est inutile de fournir FLEMALLE-HAUTE, ANDENNE, « ENTRE ANDENNE ET NAMUR », MONS (puisque nous y travaillons en collaboration et que les renseignements parviennent en temps utile à destination du centre qui s'occupe de leur collationnement) ». Une semaine plus tard, M 23 demandera aux agents du M.N.B. de ces gares, et à quelques autres, de se tenir cependant prêts à agir comme doublures, « sur demande expresse de la Demoiselle seulement ».

NOTA BENE : Certaines décisions ou remarques n'étant pas de ma compétence, je les ai soumises au chef de notre service qui me charge de vous faire les diverses communications ci-après, mentionnées sous M à M.N.B. Vu l'enjeu actuel, je demanderai à *Marius* de bien vouloir mettre tout en œuvre afin qu'il soit scrupuleusement tenu compte de ces remarques.

M23

## I) M. à M.N.B.

— Nous supposons qu'actuellement vos divers agents sont suffisamment au courant du genre et de la précision du renseignement que nous demandons. Nous désirons en conséquence qu'ils mettent tout en œuvre afin d'assurer dans le plus bref délai la transmission du renseignement complet, exact et circonstancié avec la date de CONSTATATION (et non pas la date de transmission) principalement en ce qui concerne les mouvements, dénombremments et identifications des troupes, tant de la Wehrmacht que de la Wehrluft et de la Wehrmarine. Ce renseignement est actuellement de première importance et il est absolument nécessaire que *tous les mouvements importants et constatés avec sérieux* par vos agents nous parviennent endéans les 48 heures au plus tard. Si ces renseignements nous parviennent, ainsi que c'est le cas actuellement avec un retard de 10 jours, voir même trois à quatre semaines, ILS SONT TOUT A FAIT INUTILES, N'AYANT PLUS AUCUN INTERET D'ACTUALITE, des changements profonds s'étant produits avant que ces renseignements soient en notre possession. Nous demandons à vos agents de nous faire tenir immédiatement une situation précise de la situation en effectif, avec *identification*, du secteur sous leur contrôle et, ensuite, cette situation de base fournie, nous tenir au courant hebdomadairement de la situation, sauf en cas de changement conséquent qui est à nous adresser immédiatement.

(...)(111).

— Ci-joint subside de frs 20.000 (112).

## II) M23 à M.N.B.

— Accusons réception courrier du 7 septembre.

— Note en retour à propos des dépôts de gravier de la région côtière belge...



Afin de venir en aide à son partenaire, *Mill* ne pouvait évidemment se contenter de conseils et de reproches, tout indispensables qu'ils soient pour créer un choc psychologique.

Nous avons vu avec quelle minutie, avec quelle patience aussi (113), M23 est chargé de « corriger les copies ». *Mill* fournit également au M.N.B. un subside mensuel et demande à Londres de la « réclame radiophonique » pour *La Voix des Belges*. Il ne lui reste plus qu'à faire profiter le M.N.B. de sa

(111) Ici se placent des conseils précis au sujet de la fourniture des renseignements ferroviaires, fluviaux et routiers, ces derniers prenant une importance accrue en raison des multiples bombardements et actes de sabotage qui désorganisent le réseau de la S.N.C.B.

(112) Ce subside mensuel était normalement destiné à assurer les frais de déplacements des agents.

(113) Ceci n'apparaît très clairement qu'à la lecture de l'ensemble des notes conservées.

liaison radio, c'est-à-dire à demander pour lui la diffusion d'un message BBC clairement « personnalisé » :

« SOURCE SERVICE MILL

*Câble reçu de Mill via Mill le 2.8.43 ind n° 1546*

VOICI UN MESSAGE A DONNER PAR B.B.C. POUR UN GROUPE DE NOS AGENTS STOP LES VITAMINES DE MARIUS SONT EXCELLENTES STOP POUVEZ VOUS LE FAIRE PASSER DU QUATORZE AU SEIZE AOUT VOUS EN REMERCIE D'AVANCE FIN MESSAGE ».

Cette fois, il n'est plus de confusion possible : *Marius* est le pseudonyme le plus courant du Chef du Directoire, et certains des membres de celui-ci ont choisi comme *alias* « Vitamine X », en l'occurrence « D » pour *Brochet* qui, dans la pratique, administre et coordonne l'activité Renseignement.

Nous ne trouverons donc plus, comme quand il s'agissait de textes non spécifiques, un certain embarras du chef du M.N.B. pour annoncer ce message. Tout au contraire, il montre une évidente fierté :

« Ordre de Service n° 26

25.7.1943

(...)

Nous vous informons que nous demandons le message : « Les vitamines de Marius sont excellentes » pour passer entre le 14 et le 16 août.

Nous demandons toutefois que ce message ne soit pas trop répandu par nos chefs de Secteurs (114) et qu'il soit uniquement utilisé pour et dans le service.

Nous demandons à nos hommes de s'astreindre à la discipline du silence, ce message étant uniquement et exclusivement destiné à votre organisme.

Soit une preuve de plus et indiscutable. A l'écoute ! »

Le 9 octobre et le 16 novembre, *Mill* demandera à nouveau deux messages destinés au M.N.B. :

« RESTEZ FIDELES AU DIRECTOIRE DU M.N.B. » (115)

« MARIUS NAVIGUE BIEN » (116)

mais ce n'est sans doute déjà plus indispensable car les notes de M23 indiquent déjà une amélioration dans la qualité des renseignements transmis :

« M23 à MNB

1. Accusons réception courrier du 9.X.

2. Bons renseignements... ».

« M23 à M.N.B.

1. Accusons réception du 16.X — Remarque générale à son sujet : bon, certains renseignements sont même parfaits ».

(114) C'est bien humain mais tout de même un peu égoïste quand on a profité un peu des messages « des autres » !

(115) *Mill* demande ce message « pour éviter défection constatée agents notre ligne M.N.B. ». Ceci vise principalement l'agent du Hainaut *Maurice* qui passera d'ailleurs au groupe *Lion Belge* dépendant du Service *Bayard*.

(116) L'importance psychologique de ces messages personnels apparaît une nouvelle fois dans une note conservée dans le *Fonds Lejeune* : « Profitez-en pour faire du recrutement et pour convaincre ceux qui hésitent faute d'assurance formelle ».



« M23 à M.N.B.

Accusons réception du courrier du 19 et du 21.X.  
(...)

6. REMARQUE GENERALE : Bons renseignements, les points ci-après sont toutefois sujets aux remarques suivantes : ... ».

Le M.N.B., branche « N », se porte décidément beaucoup mieux. Cette situation, selon les avis que m'ont donnés M23 et *Brochet*, ne fera d'ailleurs que s'améliorer jusqu'en février 1944.



### LE M.N.B. EN CONTACT DIRECT AVEC LONDRES LA MISSION « CLAUDIUS-TYBALT »

Cette amélioration du rendement de « M.N. » est certainement due en grande partie à *Mill* mais il convient, je crois, de compter, parmi ses causes, le fait que le M.N.B. « en général » est en contact avec le Gouvernement belge de Londres par l'intermédiaire de la mission *Claudius-Tybalt*.

Il m'est évidemment impossible de m'étendre ici sur cette double mission, pourtant capitale. Il me serait tout aussi difficile de n'en point faire mention car ses responsables vont rencontrer ceux du M.N.B., les soutenir financièrement — ce qui est important —, porter sur le Mouvement des jugements dignes d'intérêt, transmettre ses rapports et, en définitive, être à la base de sa reconnaissance officielle.

*Claudius*, avec son radio, *Pointer*, est parachuté le 15 juillet 1943 ; il a pour mission de joindre le « Front de l'Indépendance et Libération » (117) *and its affiliated organisations*, d'apporter un appui financier, de réaliser un plan de sabotage industriel et enfin, d'assurer les liaisons de tous les groupes d'agents sur le terrain autres que ceux s'occupant du Renseignement — *sent by the 2ème Section* — et de faire un rapport sur leur activité *with object of co-ordinating them into one complete plan*.

*Claudius* sera rejoint, en août, par *Tybalt*, ou *Hector*, et le radio *Hilicat*. *Claudius* rentre en Angleterre le 4 octobre suivi de peu par *Tybalt* qui laisse au commandement un homme « du terrain », *Hector II*. Ces trois agents vont successivement se trouver en rapport avec le M.N.B.

*Claudius* en fera mention dans un premier « Rapport provisoire » non daté mais sans doute écrit dès le mois d'août (118) et envoyé de Belgique via *Tybalt* :

« (...)

Le M.N.B. est un mouvement absolument distinct du F.I.L. Il délègue un représentant au Comité National du F.I.L. L'entente entre les deux mouvements est basée sur l'identité du but (passage à l'action) et de

(117) L'appellation exacte est « Front de l'Indépendance pour la Libération du Pays » mais l'abréviation la plus connue est F.I. et non F.I.L. ; les relations entre le F.I. et le M.N.B. seront parfois très tendues.

(118) Une annexe porte la date du 14 août.

caractère (attitude nationale) laissant de côté les questions partisans en vue de l'union. Les milieux dans lesquels se recrute le M.N.B. sont assez différents de ceux du F.I.L. Les ouvriers y sont en moins grand nombre. Un rapport détaillé de l'organisation des buts et des moyens du M.N.B. est donné en annexe... (119) ».

De retour à Londres, il écrira le 16 octobre :

« (...) »

c) *M.N.B.*

Ce groupe est excessivement nombreux et répandu dans tout le pays. Il comprend un grand nombre de militaires de réserve, d'artisans et aussi de complicités nombreuses parmi les effectifs des chemins de fer et de la police. Son esprit est excellent et, tout en étant résolument pour l'action, il réprovoque et condamne le brigandage. Son activité de sabotage s'exerce surtout dans le domaine *des chemins de fer* et par des moyens excluant la violence, par ex. destruction des freins Westinghouse, sabotage des boîtes de graissage, etc. Il leur a été fourni ici (120) des produits contenus dans une petite ampoule à déverser dans les boîtes de graissage : la fourniture ayant été arrêtée, ils ont dû faire fabriquer eux-mêmes des produits de remplacement. Ils demandent avec insistance que la fourniture soit reprise et continuée régulièrement.

Un budget s'impose également pour venir en aide à ce groupe. Je suggère pour débiter 200.000 frs par mois. Tybalt ou son successeur fera part du développement de leurs besoins ».

Un résumé *of the report of Claudius on his mission dated 15th October 1943*, sans doute dressé à l'intention des alliés anglo-saxons, s'exprime ainsi :

« (...) »

4.) *The F.I.L. is in touch with several important organisations which are affiliated to it, but which retain their autonomy.*

*These are :*

a) « *Mouvement National Belge* » (*M.N.B.*), an important organisation dealing especially with « *insaisissable* » sabotage, clandestine press and « *Solidarité* ».

(...) ».

C'est par l'intermédiaire de *Claudius* que le M.N.B. fait parvenir un rapport (121) « très secret » de 11 pages signé *Marius*, auquel est annexé un *memorandum* sur le Service de Presse (6 p.) adressé par le Comité de rédaction de *La Voix des Belges* et deux dossiers renfermant les Ordres de Services et les Instructions du Mouvement.

J'extraits du rapport principal les deux textes suivants :

« (...) »

*Le M.N.B. demande des directives*

Et pourtant l'action continue. Privé de ressources, de subsides, sans appui, si ce n'est les versements des volontaires au fonds de soutien de *La Voix des Belges*, le M.N.B. courageusement fait face à la situation,

(119) Nous ne possédons qu'un rapport du M.N.B. — j'en donnerai des extraits — mais je ne sais pas s'il s'agit de celui auquel il est fait allusion ici. Le numéro de l'annexe est illisible sur la photographie de microfilm dont je dispose.

(120) Je ne sais par quel intermédiaire mais je le découvrirai sans doute un jour dans l'un ou l'autre des dizaines de milliers de dossiers d'agents S.R.A. que je n'ai pas encore consultés !

(121) Non daté, mais *Claudius*, dans une note de février 1944, cite septembre 1943.

aide autant que faire se peut les familles éprouvées et même des réfractaires au travail en Allemagne ou des illégaux recherchés par la police allemande.

Avec une immense satisfaction, nous avons constaté que nous étions dans la bonne voie, notre programme étant en tous points conforme à la teneur du discours prononcé le 21 juillet 1943 par Monsieur le Premier Ministre. Nous attendons d'autres directives. Nous attendons des secours et aussi des moyens matériels indispensables à la continuation de notre action. Celle-ci se base uniquement sur la légalité et le patriotisme.

(...)

#### D. DE L'ACTIVITE DES DIFFERENTS SERVICES

(...)

##### *Service de renseignements*

Un vaste réseau de renseignements fonctionne sur tout le territoire et son activité, sa valeur et son rendement sont tels qu'à de nombreuses reprises des félicitations nous ont été adressées. Il n'est actuellement pas opportun de nous étendre à ce sujet (voir Ordres de Services 3 - 4 - 6 - 10 - 15 - 16 - 17 - 19 - 22 - 23 - 26).

(...)

Le rapport se termine ainsi :

« Nous terminons cet exposé en exprimant le vœu que nos autorités légales approuveront l'action menée par le M.N.B. et l'appuieront par tous les moyens en leur pouvoir.

Vive la Belgique, Une, Libre et Indépendante

Pour le Directoire,  
Le Délégué National  
Marius ».

Ce texte est accompagné d'un avis de *Claudius*, élogieux et rassurant, qui fut certainement d'une grande utilité : selon lui, le M.N.B., par son adhésion au F.I., a « voulu mettre en évidence sa volonté d'action par opposition à la tendance assez généralisée dans les premiers mouvements de résistance, de n'agir qu'au moment du départ des Allemands et souvent seulement après ce départ ». Cette volonté d'action « est à l'heure actuelle un des points essentiels de leur programme, celui auquel il est obligatoire d'adhérer pour pouvoir entrer dans l'organisation ». Par ailleurs, le M.N.B. « compte dans ses rangs un assez grand nombre d'officiers de police et de gendarmerie », son chef étant officier de police lui-même.

Son service d'Épuration agit avec beaucoup de modération, les exécutions n'ayant lieu « que dans les cas de légitime défense (délateurs avérés) ». Il serait à souhaiter, note *Claudius* encore à ce sujet, que « la même prudence et la même confiance dans les jugements futurs des tribunaux existent au sein des autres mouvements de résistance ». Le M.N.B. est évidemment opposé à toutes les formes de « gangstérisme ».

« En conclusion, le M.N.B. est un mouvement dont l'organisation fonctionnelle permet d'obtenir un bon rendement dans des domaines variés ». Mais on a laissé sans appui ses dirigeants. « Il est grand temps de leur porter aide de façon ordonnée ».

Le Gouvernement en arrive très vite à la même conclusion :

« *To Tybalt via Hillcat Red* 19.11.43

17.

COMMUNIQUEZ CHEFS MOUVEMENT NATIONAL BELGE QU'AVONS EXAMINE VIF INTERET LEURS RAPPORTS QU'APPRECIONS LEUR TRAVAIL ET QUE SOMMES DISPOSES LES SOUTENIR NOTAMMENT POINT DE VUE FINANCIER CREDIT PREVU DEUX CENT MILLE FRANCS PAR MOIS STOP QUE DESIRENT-ILS EN OUTRE ET QUE PROPOSEZ-VOUS STOP M.N.B. PEUT-IL SE CHARGER DISTRIBUTION NOTRE MATERIEL PROPAGANDE SPECIALEMENT FLANDRES STOP (122).

*From Hillcat Red* 24 Novembre 1943

22 *Twenty two stop*

VOTRE NO DIX SEPT STOP M.N.B. HEUREUX VOTRE APPRECIATION (...).

*From Hillcat Red* 1 Décembre 1943

VOTRE DIX SEPT STOP M.N.B. UTILISE CREDIT PRIMO CINQUANTE MILLE PAR MOIS POUR ADMINISTRATION ET PRESSE SOMME SUFFISANTE SECUNDO CENT CINQUANTE MILLE POUR AIDE REFRACTAIRES AFFILIES SOMME MINIME STOP NEUF CENT MILLE SERAIT PARFAIT MAIS QUATRE CENT CINQUANTE SATISFERAIT STOP PROPOSONS MAINTENIR SECUNDO A TROIS CENT MILLE D'ACCORD AVEC SOCRATE LEO (123) ».

Les « Autorités légales de Londres (124) » rédigent ensuite un message à destination du Directoire du M.N.B. Il ne parviendra cependant à destination qu'en fin janvier 1944, je ne sais trop par quel émissaire, mais le décalage dans le temps est, par lui-même, un fait historique important et peut faire comprendre certaines difficultés de la « guerre de l'ombre » (125).

« Le 8 décembre 1943

*NOTE AUX DIRIGEANTS DU M.N.B.*

Nous sommes enchantés d'avoir pu établir un contact régulier avec vous ; nous espérons pouvoir le maintenir et l'établir sur des bases plus solides dans un avenir immédiat. Nous vous félicitons de l'ardeur infatigable avec laquelle vous poursuivez la lutte contre l'ennemi. Votre politique d'action est celle qui convient à l'heure présente ; nous comptons beaucoup sur des organisations comme la vôtre pour aider à la Libération du territoire. Nous vous faisons parvenir ci-après certaines précisions sur l'aide que vous pouvez escompter de notre part dans les différents domaines envisagés :

(122) Le 28 janvier 1944, un câble de *Glose* mentionnera laconiquement : « 3. MERCI PROPAGANDE MNB RPT MNB DIFFUSE TRACTS ».

(123) Le M.N.B. a reçu effectivement 100.000 frs pour septembre et 200.000 frs pour octobre ; j'ignore la somme exacte qui lui sera allouée dans la suite par *Hector II* car, dans un même rapport, ce dernier cite les chiffres de 300 et 350.000 frs.

(124) C'est ainsi que s'exprime *Marius* qui transmet le message à ses troupes. Il y aurait évidemment beaucoup à dire sur le terme même de « Londres » qui peut être, suivant les cas, l'I.S., la Sûreté, le Haut Commissariat à la Sécurité de l'Etat, le Conseil des Ministres...

(125) Par chance, j'ai retrouvé ce texte dans les archives de *Pierre Marca*, chef de Province Luxembourg. Il est contenu dans une « Note confidentielle aux C.P. » en date du 5 février 1944.

1) *Presse clandestine* : Nous vous envoyons depuis le début de notre collaboration et en quantité croissante le matériel de propagande... (...).

2) *Travailleurs belges en Allemagne* : Nous avons à l'étude un projet de propagande... (...).

3) *Soutien* : Nous approuvons entièrement l'action que vous avez entreprise dans ce domaine et vous félicitons du grand nombre de patriotes que vous êtes parvenus à secourir... (...).

4) *Sabotage* : Vous êtes arrivés par vos propres moyens à des résultats étonnants. Nos deux premiers envoyés (126) vous auront déjà donné quelques indications sur la direction à suivre en ce domaine. Nous comptons vous mettre en relation avec un délégué qui sera pourvu des toutes dernières instructions émanant des *Chiefs of staffs*. (...).

5) *Action lors du débarquement* : Les dernières instructions à ce sujet sont encore à l'étude... (...).

6) Nous avons l'impression (et il se peut que cette remarque ne vaille pas pour votre organisation) que l'action des organisations de résistance est moins bien coordonnée et dirigée en Flandre et peut-être également dans les provinces d'Anvers et de Limbourg que dans le reste du pays. Nous vous suggérons de faire un effort tout particulier dans cette direction, effort pour lequel nous sommes disposés à vous aider tout particulièrement. (...)

#### ANNEXE

##### *Les travailleurs belges en Allemagne*

1) Pouvez-vous trouver un organisateur qui centralise et contrôle toute la ligne allant de Belgique en Allemagne et de là aux différents centres industriels employant des travailleurs belges. Peut-être le M.N.B., le F.I. ou le parti communiste et même les syndicats auraient-ils déjà plusieurs lignes en ordre de marche ?

(...)

5) Ce projet est important, mais ne doit pas porter préjudice à votre activité : Vous nous informerez par T.S.F. :

a) de l'existence de ces lignes

(...)

Je suppose que le lecteur aura compris pourquoi j'ai choisi de citer d'aussi larges extraits de cette note : il me paraît évident qu'il s'agit bien d'un « message collectif » (127), c'est-à-dire adressé par Londres à tous les groupes avec lesquels il est en contact via la mission *Claudius-Tybolt* (128). Je tire cette conviction d'abord du caractère anonyme et un peu « ronronnant » — si on me permet cette expression — du style de ce message. Cette impression globale est d'ailleurs confirmée par certains détails dont le dernier cité : le M.N.B. n'a pas et n'aura jamais, la possibilité d'établir de contact radio si ce n'est par *Mill* qui n'est en rien concerné par toute cette affaire. D'autre part, les remarques du point 6, seraient assez curieuses si le message était destiné au seul M.N.B. qui est particulièrement bien implanté à Anvers, domaine du « brave Gust » — dont je reparlerai — et à qui Londres a fait parvenir, antérieurement, le 24 novembre, via le radio *Hillcat* le texte suivant : FELICITATIONS M.N.B. EXTENSION PRESSE CLANDESTINE FLAMANDE.

(126) *Claudius et Tybolt*.

(127) Dans le même ordre d'idées, il arrive souvent que Londres fasse parvenir aux différents Services de Renseignements un même questionnaire dont seul l'en-tête est personnalisé.

(128) C'est-à-dire, à ce moment, le F.I., le M.N.B. et le Groupe G.

L'adjoint et successeur de *Claudius, Tybalt*, regagne Londres à son tour et, lui aussi, remet un rapport daté du 23 décembre 1943.

« (...) »

*Mouvement National Belge*

Claudius avait assuré le contact avec n° 5 (*Marius Defonseca*). Le Mouvement National a été fondé par n° 10 (*Camille Joset*) qui en a assuré la direction pendant les premiers mois. Il a malheureusement été arrêté et déporté en Allemagne. Il avait désigné n° 5 comme successeur, mais ce dernier n'avait manifestement pas les qualités de « leadership » nécessaire à la conduite parfaite d'un mouvement de cette importance (129). L'autorité de n° 5 était supportée avec impatience par certaines branches du Mouvement. C'est notamment le cas pour la Province du Hainaut. Dans cette Province, l'agent H1 ayant perdu temporairement le contact avec la Direction Centrale, a travaillé d'une façon autonome et grâce à son dynamisme personnel, a développé une action dans d'autres provinces et est arrivé à créer un second mouvement à l'intérieur du premier. Les rapports entre n° 5 et n° H1 étaient parfois tendus. Tybalt a dû user de diplomatie à certaines occasions pour parer au danger d'une rupture entre les deux groupes (130).

Le premier chef du Mouvement National Belge avait un frère (131), n° 11 (*Père Joset*, de l'Ordre des Jésuites) qui manifestait une tendance à prendre lui-même la direction du Mouvement. Ces rivalités se compliquaient de divergences politiques : n° 11, naturellement préoccupé d'un point de vue d'Action Catholique, souhaitait garder l'autonomie complète de son Mouvement et était d'avis de refuser l'aide et les subsides du Gouvernement Belge. Au contraire, n° 5, essentiellement loyaliste et dévoué au Gouvernement légal, considérait l'Auditeur-Général, *Ganshof van der Meersch*, comme son chef naturel et était très anxieux de recevoir des directives et de mettre ses services à la disposition du Gouvernement.

Le Mouvement National Belge a une structure interne et des méthodes très administratives. Des Ordres de Services sont imprimés et distribués régulièrement à tous les échelons. Les rapports qui nous ont été transmis par le Mouvement National Belge rempliraient plusieurs volumes. On se référera à l'annexe 3 pour étudier l'essentiel de l'organisation intérieure et du programme du Mouvement.

(...)

c) *Sabotage*

(...)

b) *Mouvement National Belge*

Le sabotage est une branche accessoire de l'activité du Mouvement National Belge. Toutefois, les membres, comme les chefs, sont très désireux de jouer un rôle actif dans ce domaine. Nous avons été l'objet d'un grand nombre de demandes de suggestions de leur part quant à la technique à employer pour réaliser du freinage ou du sabotage invisible, notamment dans le domaine des transports. Le Mouvement National Belge est particulièrement bien placé pour obtenir de bons résultats, grâce à ses ramifications dans tous les services publics, dans la police et de nombreuses

(129) Cette affirmation est selon moi dépourvue de fondements, du moins si j'en crois l'avis de ceux que j'ai rencontrés et qui ont travaillé avec *Marius. Tybalt* a sans doute été influencé par le M.N.B./Hainaut qui est en ce moment en conflit avec le Directoire parce qu'il recrute des agents sur le territoire d'autres provinces.

(130) Au point de vue « Renseignement », le M.N.B./Hainaut travaille avec le *Lion Belge* du Service *Bayard*.

(131) Il s'agit en réalité de son fils dont l'activité s'est principalement développée au profit de *La Voix des Belges*.

industries. Il est significatif de signaler qu'une cellule du Mouvement National Belge en était réduite pour saboter les boîtes axiales des wagons, à écraser des « silex » sous les roues des locomotives pour se procurer l'abrasif nécessaire. Nous avons cherché à fournir de l'igopon et des ampoules d'acide pour permettre aux cellules du Mouvement National Belge d'améliorer le rendement de leur sabotage, en attendant l'arrivée d'explosifs.

D'autre part, Tybalt attend un accroissement considérable de l'action du M.N.B. dans le domaine du sabotage, à la suite de l'envoi d'instructeurs que le M.N.B. attacherait pour une durée de quelques semaines à ces différentes sections. De toute évidence, l'envoi de douzaine (*sic*) d'instructeurs permettrait d'obtenir en trois mois des résultats très satisfaisants ».

Enfin, dans ce même rapport, Tybalt envisageait le rôle futur du M.N.B.

« b) *Utilisation possible des trois organisations contactées.*

Tybalt considère que le potentiel de sabotage de ces trois organisations devrait être utilisé dès maintenant, qu'il faudrait leur envoyer 12 instructeurs/saboteurs et tout le matériel possible.

En vue du Jour « J », il suggère que l'on prépare le M.N.B. à se mettre à la disposition des autorités locales reconnues que le Gouvernement Belge aura vraisemblablement averties au préalable du rôle qu'elles seront appelées à jouer. Dans l'esprit de Tybalt la préparation de cette mission nécessiterait l'envoi d'un agent spécial. Celui-ci donnerait au M.N.B. des directives générales en vue du Jour « J » ; il lui suggérerait de préparer des groupes locaux qu'on pourrait mettre en contact avec le représentant du Gouvernement quelques jours seulement avant que leur action ne soit requise. Il ne s'agirait nullement de confier au M.N.B. le maintien de l'ordre ; il serait essentiellement un organe d'exécution n'agissant que sur réquisition expresse des autorités locales. Il serait utile de prévoir l'attribution d'un signe distinctif pour les patriotes appelés à agir par suite de telles réquisitions. La coopération de quelques *Jedburghs* faciliterait leur tâche (132). »

Tout ceci devait normalement conduire à une reconnaissance officielle. Elle est évoquée dans un « projet de note pour Hector » (133) du 3 janvier 1944. Je le cite *in extenso* vu le grand intérêt historique qu'elle me semble présenter, car elle concerne également le F.I.

« A/YM

3 janvier 1944.

*Projet de NOTE pour HECTOR.*

Vous voudrez bien transmettre aux dirigeants du M.N.B. et du F.I.L. la commission ci-dessous :

Le Gouvernement a reconnu votre mouvement de résistance patriotique à l'ennemi. Il l'encourage et le soutient dans toute la mesure que les circonstances permettent.

Le Gouvernement a la conviction que le F.I.L. (ou le M.N.B.) n'a d'autre préoccupation que de préciter la défaite de l'ennemi, abstraction faite de toute préoccupation politique. Il compte que votre organisation se conformera aux directives qui lui seront données prochainement en vue de l'heure H.

La résistance est entrée en pays occupé dans une phase nouvelle et de plus en plus active. Les patriotes ont souvent et légitimement recours à la force. Le Gouvernement ne se laisse en aucune manière impressionner par

(132) Missions d'encadrement qui furent envoyées principalement dans l'Est de la France.

(133) *Hector* est le pseudonyme de Tybalt mais il s'agit ici de son successeur, *Hector II*, recruté « sur le terrain ».

la campagne de ceux qui voudraient faire passer l'action patriotique pour des actes de banditisme ; il n'ignore pas que certains éléments sans scrupules et quelques agents provocateurs se prévalent de cette équivoque. Il saura, le moment venu, faire la distinction nécessaire.

L'action directe telle qu'elle se pratique à l'heure actuelle n'est qu'une préfiguration de l'aide qui sera apportée aux armées alliées le jour de la libération.

L'action strictement militaire sera confiée à des groupes plus limités et sera de leur compétence exclusive. Les autres formes de résistance active prévues pour l'heure H seront le domaine d'autres groupements organisés et mandatés à cet effet.

Il est nécessaire que chacun se prépare à sa tâche propre et le moment est venu d'établir certaines distinctions.

A l'heure H il incombera aux patriotes de nuire à l'ennemi par tous les moyens qui seront en leur pouvoir et de faciliter dans la même mesure l'action des armées libératrices. Cette tâche est immense et doit absorber les énergies de tous. Les patriotes groupés au sein des organismes de résistance reconnus recevront, au moment voulu, les instructions nécessaires et des précisions sur l'action que le Haut Commandement allié attend d'eux.

Le maintien de l'ordre relève du Gouvernement seul ou des autorités régulièrement mandatées par lui. Les initiatives particulières dans ce domaine ne peuvent que causer l'équivoque ; elles seraient une source certaine de désordre et d'anarchie. Elles ne peuvent être tolérées. Ce n'est que dans le cas où votre organisation ou certains de ses groupements locaux étaient l'objet de réquisitions expresses et dans les formes légales, qu'une participation au maintien de l'ordre serait possible. Les mesures préparatrices à ces réquisitions, — si elles s'avèrent nécessaires, — seront prises en temps opportun.

Le Gouvernement, conscient de ses responsabilités, est résolu à permettre au pays de reprendre dès la libération, une vie constitutionnelle normale. Il a les moyens et l'autorité nécessaires pour mener cette tâche à bien ».

Je ne sais si cette note fut effectivement envoyée. Par contre, *Fabius*, parachuté le 8 février 1944 avec mission spéciale pour le M.N.B., lui apporte des consignes précises cette fois, datées du 31 janvier 1944.

#### « I. PREAMBULE

Le Haut Commandement allié, connaissant votre mouvement et sa magnifique activité, a décidé de vous confier les tâches suivantes. Il compte que vous prendrez dès maintenant toutes les dispositions propres à assurer leur exécution à l'heure H. Il considère les mesures qu'il vous demande de prendre comme étant de toute importance... (...)

(...)

Vos Brigades de Choc, Brigades du Maintien de l'Ordre, Brigades d'Épuration et de Renseignements nous paraissent tout indiquées comme éléments qui pourraient remplir les diverses missions définies ci-après. LA PUBLICATION DES CONSIGNES ENUMERÉES CI-DESSOUS NE POURRA SE FAIRE QUE SUR ORDRE EXPRES DE LONDRES. Vous exigerez le secret absolu des agents auxquels, pour l'organisation des tâches, vous serez obligés d'en communiquer des parties.

#### II. CONSIGNES

1. Le M.N.B. n'interviendra en aucun cas dans les opérations militaires proprement dites à l'heure H.

2. Le Gouvernement envisage de faire appel au M.N.B. pour s'assurer sa collaboration à l'heure H dans le domaine du maintien de l'ordre, en collaboration et suivant les directives des autorités légales qualifiées (voir à ce sujet l'appendice II ci-joint). Les contacts nécessaires seront pris d'autre part et les modalités mises au point.



3. Votre mouvement, chargé — dans une zone qui sera déterminée ultérieurement et qui comprendra notamment les villes dont le chargé de mission porteur des présentes instructions vous communiquera la liste (134) — d'une action non spécifiquement militaire, ayant pour but de nuire à l'ennemi à l'heure H, et de nature à aider au maximum le déroulement des opérations militaires, constituera, autant que possible dans chaque ville ou localité de plus de cinq mille habitants, un Comité de quelques membres chargé d'organiser cette action ».

Les Actions recommandées sont séparées en deux groupes suivant qu'il s'agit de nuire à l'ennemi — à son moral, à son organisation, à ses voies de communication — ou de venir en aide aux Alliés. Dans ce deuxième groupe, je note :

« (...)

2. *Maintien ou création de Services de Renseignement et de Liaison* entre le territoire libéré et le territoire occupé : prévoir des courriers connaissant parfaitement la région (...).

3. *Mettre à la disposition des Alliés tous les renseignements connus sur les dispositifs de défense ennemis non encore reconnus* tels que champs de mines, bombes à retardement, stocks abandonnés, etc... ».

Enfin, pour en terminer avec ce long examen de l'avis londonien quant au rôle envisagé pour le M.N.B., voyons ce que dit l'*Appendix II* (135) de cette note du 31 janvier 1944 :

1. Les autorités légales belges auront seules la mission et la responsabilité du maintien de l'ordre et de la sécurité de l'Etat dès la libération.

Une UN (136) contrôle l'action de toutes les autorités investies de cette mission.

2. Il est demandé au DEUX de se préparer à se mettre, au moment de la libération du pays, à la disposition des autorités légales, pour coopérer avec elles, et sous leurs directives, au maintien de l'ordre, c'est-à-dire assurer l'ordre dans la rue, éviter les actes de banditisme, faciliter la reprise de la vie publique.

(...)

5. Le DEUX est prié de s'efforcer d'augmenter l'effectif de ses adhérents dans les deux Flandres, ce recrutement devant naturellement se concilier avec les mesures de prudence indispensables.

(...)

7. En dehors des présentes instructions, aucun groupement civil ou militaire n'est qualifié pour intervenir, lors de la libération du territoire, dans le maintien de l'ordre ».

On le voit, le Gouvernement est très préoccupé par les problèmes que ne manquera pas de soulever la Libération du territoire national, et cela d'autant plus que des rumeurs alarmantes lui parviennent de tous côtés. Je ne puis

(134) Gand, Bruges, Ostende, Furnes, Ypres, Dixmude, Roulers, Thielt, Courtrai, Audenaerde, Ecloo, Lokeren, St-Nicolas, Termonde, Gramont et Alost.

(135) Cette forme anglaise du terme mérite peut-être attention car elle peut indiquer une intervention britannique dans l'élaboration de ces consignes. Mais il peut aussi n'y avoir là qu'une manifestation d'un certain snobisme londonien... à moins que la dactylo ne soit sujet de Sa Gracieuse Majesté.

(136) La signification de ces UN et DEUX était envoyée séparément en code. Ici, UN signifie « personnalité légalement qualifiée coordonne » et DEUX est évidemment le M.N.B., de même que QUATRE, qui n'apparaît pas dans cet extrait. Tout ceci est destiné à diminuer les risques en cas d'arrestation de l'agent à l'atterrissage.

faire ici que les évoquer, pour autant que le M.N.B. s'y trouve mêlé et à titre simplement indicatif, car cette question justifiera une étude séparée ; notons que l'organisme *Hector* câble à Londres le 25.12.43 :

« 1. BUREAU PERMANENT F.I.L. SE PLAINT CERTAINS CHEFS ARMEE BELGE DISCREDITENT F.I.L. EN LA QUALIFIANT COMMUNISTE ET ANNONCENT ARMEE BELGE MAINTIENDRA ORDRE LIBERATION.

2. F.I.L. DEMANDE CONFIRMATION BUT ARMEE BELGE EST UNIQUEMENT MILITAIRE SANS ARRIERE-PENSEE POLITIQUE. »

et le 28 :

« (...)

3. SUITE NOTRE FIFTY NINE M.N.B. R.P.T. M.N.B., SIGNALE AUSSI CERTAINS CHEFS ARMEE PRETENDENT ASSURER ADMINISTRATION DU PAYS LIBERATION.

(...) ».

La réponse du Gouvernement arrivera pour *Hector* via *Glove* le 22 février.

Reçu le : 8.

22.2.44

1. REFERENCE TELEGRAMMES *HILLCAT* 59, 60 ET 61 GOUVERNEMENT DESAPPROUVE DE MANIERE GENERALE TENDANCE A PRETER A MOUVEMENTS DE RESISTANCE DES ARRIERE-PENSEES POLITIQUES.

N° Index :

2749/1

2. CONFIRMONS QU'INSTRUCTIONS FORMELLES GOUVERNEMENT PRESCRIVENT A TOUS GROUPES CIVILS ET MILITAIRES S'ABSTENIR TOUTES PREOCCUPATIONS POLITIQUES.

Date Mess. :

21.2.44

N° Mess. :

8

3. AUTORITES LEGALES SEULES COMPETENTES MAINTENIR ORDRE LORS LIBERATION.

4. ELLES PROCEDERONT EVENTUELLEMENT POUR SURPLUS PAR VOIE DE REQUISITION CONFORMEMENT A LA LOI.

Via :

*Glove*

5. ATTENDONS ACCUSE RECEPTION DE *HECTOR*.

Mais nous avons vu que, depuis janvier, la décision de faire appel au M.N.B. pour s'assurer sous certaines conditions « sa collaboration à l'heure H., dans le domaine du maintien de l'Ordre » a été prise à Londres.

Cette mission capitale lui est confiée en raison de sa puissante organisation, de son loyalisme et des qualités professionnelles de certains de ses dirigeants et de beaucoup de ses membres, à Bruxelles principalement. Le Mouvement dispose désormais d'un budget confortable (137), de moyens de contact avec le Gouvernement (138), de deux chargés de mission particuliers, le premier *Hortensius*, instructeur saboteur parachuté en janvier, le second, *Fabius* dont nous venons de parler et qui est principalement chargé du développement du

(137) *Fabius* lui apporte 2.000.000 de frs.

(138) Indirectement par les radios d'*Hector II*.

M.N.B. dans le Nord du pays. D'autres missions sont en préparation, des parachutages de matériel ont été promis. Tout semble donc se présenter au mieux quand *Fabius* touche le sol belge le 8 février. En réalité, il ne reste alors qu'une semaine de liberté aux principaux dirigeants du M.N.B.... et la « casse » a commencé la veille déjà dans la province d'Anvers.

C'est à partir de cette date que je vais tenter de retracer les derniers jours de l'existence du Deuxième Directoire (139), c'est-à-dire la fin de la période dont traite cet article.



## LA FIN DU DEUXIEME DIRECTOIRE

LUNDI 7 FEVRIER 1944.

*Gust*, chef provincial M.N.B., d'Anvers, est arrêté.

Aux yeux de *Mill* c'est un « excellent agent » qui « se fit remarquer par l'importance et l'exactitude des renseignements fournis » (140). Il s'occupe aussi des aviateurs abattus, dans la province et en Hollande. Cette activité *escape* sera l'occasion de sa perte mais la cause première en est à la fois plus dramatique et moins courante : il est trahi par sa belle-sœur, *Stella*.

Cette dernière est fiancée à un membre de la *Propaganda Abteilung*. *Gust* le sait mais il lui maintient tout de même sa confiance et elle est chargée de missions de courrier. Il est possible, mais non certain, qu'elle s'arrange pour laisser photographier certains documents qu'elle transporte.

Le 4 janvier, elle a connaissance du fait que son beau-frère doit envoyer à Bruxelles deux aviateurs yougoslaves en service dans la R.A.F. Elle réussit à retarder le départ d'une heure, prévient son fiancé qui avertit la *Feldgendarmerie*. Les deux pilotes sont capturés dans le tram qui les emmène vers un nouveau gîte. *Gust* n'est pas autrement inquiet mais on peut supposer qu'il est dès ce moment placé sous surveillance discrète. En fait, tout aurait pu s'arrêter là car le Directoire est prévenu de la trahison probable de *Stella* et *Gust* « s'occulte » (141).

Malheureusement, l'attention du contre-espionnage allemand a été attirée et il décide d'introduire dans le Mouvement un de ses agents provocateurs, *Donald*, membre de l'*Abwehrstelle* d'Anvers. *Donald* était parvenu déjà à s'in-

(139) Le premier est celui que dirigeait Camille Joset, d'abord dans l'ombre, ensuite « officiellement ».

(140) Citation signée par *Mill* ; *Gust* est nommé auxiliaire A.R.A. dès le 1<sup>er</sup> septembre 1941, adjudant le 1<sup>er</sup> mai 1942 et lieutenant le 1<sup>er</sup> octobre 1943.

(141) L'Ordre de Service n° 45 (21 janvier 1944) dit : « Un grand nombre de membres de l'un de nos secteurs (tous avisés) sont en danger d'arrestation : certains pour des faits graves, à la suite d'indiscrétions commises par un courrier féminin, qui constituent une véritable trahison ». Le même O.S. prévoit que, dans ce cas, le traître doit être immédiatement abattu. Il subsistait peut-être un léger doute pour *Stella* qui se fera elle-même justice après la Libération.

roduire dans un groupe de Résistance, le Mouvement National Royaliste, et dans une filière d'évacuation d'aviateurs (142). Il était donc bien placé pour tenter d'en savoir plus sur le compte du M.N.B. anversois, avec lequel il entre en rapport par l'intermédiaire d'une certaine Gérardine, membre de *De Vlag* mais à ce moment fidèle au M.N.B. qu'elle renseigne sur le compte de l'organisation collaboratrice. *Donald* rencontre *Gust* et organise même à Anvers une réunion entre chefs M.N.B. et M.N.R. Au début de février, *Donald* estime qu'il en connaît assez et les arrestations commencent le 5. *Gust* qui n'était pas à son domicile n'est arrêté que le 7 ; 23 de ses agents subiront le même sort en février (143). Dans ce mois terrible c'est la première grande « casse » dramatique pour le M.N.B. vu le travail de cette province (144). On croira longtemps qu'elle fut la cause de celle qui va décapiter le Mouvement. On sait maintenant qu'il n'en a rien été.

Mais l'action continue : le même lundi 7 février, dans le Sud du pays cette fois, *Jean de la Marcq*, chef de Province Adjoint du Luxembourg — le Chef de Province en titre s'occupant à ce moment du M.N.B. de Liège dont le C.P. a dû prendre la fuite (145) — émet un ordre de service. Il y annonce à ses agents un message B.B.C. qui par une curieuse ironie du sort est pour la première fois bilingue :

« Marcel Noel Bertrand sont sur la bonne piste  
Bernard Nathalie Bertrand zijn op het goed spoor ».

On ne peut en dire autant de *Gust* et de ses amis !

#### MARDI 8 FEVRIER 1944

*Fabius*, envoyé au M.N.B. avec les consignes que nous connaissons, est parachuté en Belgique.

Ce même jour, *Hector II*, nouveau chef de la mission de coordination *Claudius-Tybalt*, rédige son premier rapport :

« Trois mois s'étant écoulés depuis que Tybalt m'a confié ses services, je crois utile de vous faire rapport sur leur fonctionnement durant cette période.

(...)

(142) Il attirera dans ses filets 177 aviateurs alliés.

(143) Il y eut, pour la province, un total de 40 arrestations entre février et juillet ; il faut y ajouter 12 arrestations suivies de libérations. *Gust* fut jugé en mai et fusillé le 31 janvier 1945. *Gérardine* fut abattue en juin et *Donald* fusillé en 1948.

(144) Dans son rapport pour le mois d'avril 1944, le *Leitender Feldpolizeidirektor* écrira que 35 agents du M.N.B. ont pu être accusés d'espionnage et signale que parmi eux se trouve le chef de la province d'Anvers : « Comme l'organisation couvrait presque toute la province d'Anvers, le matériel livré par elle à la Centrale de Bruxelles était, pour le Service de Renseignement ennemi, d'une grande importance ».

(145) Lui est recherché par le S.D. de Liège et est bien connu de lui depuis décembre 1943. Ici c'est la *Gestapo* — branche IV de la SIPO — qui surveille notre Mouvement et y opère de nombreuses arrestations en fin 1943 sur les conseils, entre autres, de *Pierre* qui persuadait son chef « de l'impérieuse nécessité de mettre enfin un terme à l'activité du M.N.B. qui menaçait de plus en plus sérieusement les assises mêmes du pouvoir d'occupation ». (Déposition de l'interprète K., 1945). On voit que le M.N.B. était menacé de toute part en cette veillée d'armes.

## MOUVEMENT NATIONAL BELGE

Son rapport mensuel partira par le même courrier que la présente note. Je n'ai pas d'observation à présenter. Mes relations avec ce groupe sont fréquentes et cordiales. Sa presse est remarquablement organisée et travaille avec beaucoup de diligence ».

Ce premier (146) « Rapport Mensuel du Mouvement National Belge » commence ainsi :

« EXPOSE : la direction du M.N.B. a appris avec plaisir que le rapport général d'octobre 1943, transmis aux autorités légales à Londres, avait suscité de l'intérêt. Documenter et éclairer nos dirigeants est indispensable pour leur permettre d'agir en connaissance de cause, de donner officiellement les conseils, les avis voire les ordres que requièrent certaines situations (...) ».

Le « 1er Délégué National » passe ensuite en revue les différents secteurs d'activité, se montrant en général fort content de la façon dont ils fonctionnent et en réitérant ses remerciements et sa « confiance à ceux qui veillent aux destinées de notre patrie, la Belgique, Une, Libre et Indépendante ».

## JEUDI 17 FEVRIER 1944

Dans le Luxembourg, *Jean de la Marçq* rédige un rapport Renseignements qui ne parviendra jamais à son destinataire.

A Bruxelles, l'envoyé de Londres *Fabius* (147), qui a rencontré *Marius* et *Brochet* en début de semaine, attend des directives avant de commencer son travail dans les Flandres.

L'autre chargé de mission, l'instructeur-saboteur M.N.B. *Hortensius* (148) est à Namur en compagnie d'un membre du Directoire, *Joseph D.*, secrétaire particulier de *Marius* (149). Il y inspecte différents objectifs, soit un atelier de réparation de locomotives — ou plus exactement « un pont de type ancien » dont la destruction serait « aisée » — deux écluses sur la Meuse (150), des pylones à haute tension et un tunnel de la ligne de chemin de fer Namur-Liège. *Hortensius*, trouvant ces destructions « très faisables », prit « un arrangement avec le Chef de Namur pour obtenir les hommes nécessaires ». Ces opérations devaient avoir lieu à la fin de février ; on se doute de la raison qui va empêcher la réalisation de ce projet.

(146) Il n'y en aura malheureusement pas de second !

(147) Parachuté le 8 avec les directives pour le M.N.B. dont j'ai parlé.

(148) Parachuté pour le M.N.B. le 24 janvier. Son arrivée a été annoncée par le Directoire dans une Note confidentielle où nous pouvons lire : « Il nous avait été annoncé en décembre 1943 qu'un spécialiste en matière de sabotage et expert en armement viendrait de Londres. (...) Les conditions défavorables ont fait que ce n'est qu'en janvier 1944 que l'intéressé a pu nous rejoindre. Dès maintenant, Monsieur SCHER-PENHEUVEL (...) s'occupera des sabotages sur le plan national (...) ».

(149) Voir *supra*.

(150) Son ordre de mission portait l'obligation d'étudier « d'une manière approfondie » l'étude « Sabotage des voies navigables » et d'informer le chef du M.N.B. « de ce que ces objectifs sont de première importance ». Cela est évidemment dû à la désorganisation croissante du trafic ferroviaire que j'ai déjà évoquée.

Dans la province d'Anvers, une seule arrestation, celle du chef local de Turnhout ; il y en a cinq le 16, il y en aura trois le 18.

L'agent de l'*Abwehr*, *Ernest*, est à la veille de voir ses efforts couronnés de succès. Je dois parler maintenant de ce dangereux individu.



*Ernest* a quarante ans. Il travaille à la P.J., mais est aussi un agent du *Hauptmann* Kleinschmidt, chef du département III f (contre-espionnage) depuis une date indéterminée, probablement mi-41 (151). C'est un agent qui donne toute satisfaction. Bödiker, *Sonderführer* de cette section, dira de lui : « Je me souviens parfaitement que ses rapports, contrairement à ceux des autres agents, méritaient notre attention et que nous pouvions y accorder crédit ». Même son de cloche d'ailleurs pour l'interprète-traducteur *Berger* (152) pour qui *Ernest* « ... remettait des rapports très appréciés une fois au moins par semaine » ; il ajoute qu'il était « très capable, n'ayant pas peur de courir des risques ». C'est effectivement ce qu'il fait !

Cet homme remarquablement intelligent parvient à gagner non seulement la confiance de *Marius*, chef du M.N.B., mais aussi celle de M23 et de *Mill*. Il connaît le rôle et le lieu d'hébergement du premier, M23, et sans doute du second. Pourtant il ne « donnera » pas ces renseignements qui auraient permis un sensationnel coup de filet. Pourquoi ? Mystère de la mécanique humaine auquel on peut cependant tenter de fournir une explication : *Ernest* n'aimait guère *Marius* — dont on m'a dit souvent qu'il n'était pas facile à vivre — tandis qu'il s'entendait bien avec M23, sur le plan des relations personnelles s'entend ; il lui a par ailleurs rendu d'importants services et porte un numéro matricule M61, fait rarissime pour un agent du M.N.B. (153). Donc il ne vendra pas M23 par amitié tandis qu'il trahit *Marius* dont le sort le laisse pour le moins indifférent ? Alors, sympathie ?... ou calcul ! En effet, on peut croire qu'il réservait la carte *Mill* soit au bénéfice des Allemands, si la situation

(151) Il est présenté aux Allemands par son collègue M. qui s'est illustré, lui, par la découverte du réseau de la *Rote Kapelle*. A l'occasion d'une recherche concernant le Service *Beaver*, j'ai trouvé le nom d'*Ernest* dans une lettre datée de Londres le 25 octobre 1941. Son rédacteur estime qu'il n'y a rien à reprocher à *Ernest*, sauf le fait qu'il a travaillé avec un certain Y « qui manifestait, avant la guerre bien entendu, des sympathies pour le régime nazi ». *Ernest* pourrait donc être choisi comme contact pour une mission future « mais il serait peut-être prudent qu'on ne s'adresse pas à lui directement, du moins tout de suite ». Voilà sans aucun doute une catastrophe évitée de justesse !

(152) Son rôle est connu dès juillet 1944 par les déclarations de l'interprète *Berger* de l'*Abteilung* III F. Il a senti tourner le vent et contacte alors le Service *Zéro* à qui il donne de nombreux détails sur les divers collaborateurs de l'*Abwehr*. Ces interrogatoires clandestins de *Berger* en juillet en en août 1944 sont évidemment d'un intérêt prodigieux et l'on comprend que sa « disparition » aie semé la panique dans les rangs de ses anciens amis.

(153) M23 m'a déclaré : « ... de très grands services. On peut en dire tout ce que l'on veut mais il m'a fourni des refuges sûrs, des cartes de légitimation et une médaille de la Police Judiciaire. Il a envoyé son gosse m'apporter du courrier... » ; à propos de la carte de la P.J., voir *infra*, p. ... . Notons enfin que M61 est en contact avec plusieurs agents de *Mill* : ils ne seront jamais inquiétés.

changeait en leur faveur, soit pour sauver sa peau, dans le cas contraire. Nous n'en saurons effectivement rien car une balle, tirée par un membre du Service *Atbos*, mit fin à son activité d'agent double le 3 septembre 1944 (154).

Quoi qu'il en soit, et c'est ce qui nous intéresse ici, il fournit à l'*Abwehr* des renseignements très précis sur le M.N.B. probablement depuis la fin de 1943 (155).

Il parvient non seulement à fournir les noms et les adresses des dirigeants et du principal dépôt d'armes, mais aussi les périodes de parachutages de matériel pour le M.N.B. et les prénoms employés dans le message qui devait les annoncer (156). Ce dernier point est d'ailleurs, aux yeux de *Berger* de l'*Abwehr III*, la preuve de la confiance certaine qui lui était faite. Il dira également que c'est « avec toute l'habileté de l'homme de métier » qu'il va « préparer » les arrestations.

Il avait en effet estimé que les captures de *Marius*, le chef, et de *Brochet*, adjoint, Secrétaire National, cheville ouvrière du Renseignement et de l'Évacuation des aviateurs, devaient être simultanées. Il fut décidé d'y procéder au début de février. Une auto fut en conséquence mise en stationnement devant le domicile de *Brochet*, rue de Bordeaux. Six personnes s'y trouvaient, *Berger*, le chauffeur et quatre agents de la G.F.P. Cette présence a attiré l'attention, la police belge est intervenue, les Allemands ont dû se faire connaître, bref l'opération est remise : elle aura lieu le 17 février.



Revenons-en donc à cette date.

*Brochet* ne loge plus chez lui par mesure de prudence. Il continue cependant à y prendre le repas de midi car il sait qu'en général la Gestapo n'intervient qu'à l'aube. Mais elle est, cette fois, dirigée par un professionnel, *Ernest* qui, de surcroît, connaît bien les habitudes de *Brochet* : il sera donc arrêté après le déjeuner (157).

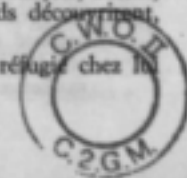
A ce moment, *Marius* et *Mario*, le responsable pour la presse M.N.B., ont déjà été capturés : voici comment *Berger* a raconté cette arrestation et sa minutieuse préparation :

(154) Nous connaissons le « tarif » d'*Ernest* : 4.000 frs par mois. Il a de plus touché 100.000 frs de prime pour les arrestations de février. Quant à sa fin tragique, le hasard — toujours lui — m'a amené à interroger son justicier à propos d'une enquête sur un autre service.

(155) Avant cela il a mené pour le compte de l'*Abwehr* de multiples enquêtes discrètes et est intervenu activement dans les arrestations des membres de *Zéro* en 1941.

(156) Sur le terrain *Milano*, réservé au M.N.B., et dont la position est fixée par un câble du 9 décembre 1943 : FOUR POINT EIGHT KMS THREE TWO ZERO DEGREES CHURCH MARTELANGE RPT MARTELANGE FOUR KMS TWO FOUR SEVEN DEGREES CHURCH TINTANGE RPT TINTANGE. A la BBC, le message annonçant le parachutage devait inclure les prénoms : François, Henri, Julie et Lazare. 24 containers furent « droppés » que les Allemands découvrirent vides, rue de Bordeaux.

(157) En même temps que le Chef de la Province de Liège qui s'était réfugié chez lui (voir *supra*, note 145).



« Une quinzaine de jours plus tard (158), Bödiker m'invita à l'accompagner au café « Cantersteen » à Ma Campagne, où ... (159) vint nous rejoindre. BODIKER m'avertit que ... me désignerait DEFONSECA au moment où il passerait devant le café comme il en avait l'habitude pour rentrer chez lui ou se rendre à son bureau secret, et que j'aurais pour mission de le filer. ... était à peine arrivé que DEFONSECA passa sans que j'aie pu le voir, ayant eu mon attention attirée ailleurs pour un instant. BODIKER m'en fit reproche et me conduisit lui-même à la rue pour me montrer DEFONSECA. Je filai ce dernier par la chaussée de Waterloo, la rue Théodore Verhaegen, jusqu'à proximité de son domicile, rue de Montenegro. Après avoir fait un détour, je repassai devant sa maison pour prendre note du numéro. L'arrestation fut décidée pour le lendemain. Au jour dit, je me tins au coin de la chaussée de Waterloo, près du Cantersteen tandis que trois G.F.P. se tenaient à l'intérieur de cet établissement attendant que par le signal convenu (je devais enlever mon chapeau) je les prévienne du passage de DEFONSECA. Notre auto stationnait dans une rue latérale à gauche dans la chaussée susdite. DEFONSECA étant passé, le signal ayant été donné, je me rendis près de l'auto, avec laquelle je descendis la chaussée de Charleroi jusqu'à la hauteur des trois G.F.P. qui procédaient à l'arrestation de DEFONSECA et de la personne qui l'accompagnait (un monsieur à cheveux gris, dont je ne connais pas l'identité) (160). DEFONSECA et le monsieur furent conduits rue Traversière (161), puis avec les trois G.F.P. je me rendis à son bureau privé, av. Brugman où furent découverts des documents du M.N.B., le cachet du Directoire se trouvant dans une serviette cadennassée (162) ».

*Ernest* était vraiment un bon indicateur comme en témoigne *Mario* qui a raconté le voyage jusqu'au siège de la G.F.P. :

« Dans l'auto qui nous emmenait rue Traversière, M. Defonseca fut trouvé porteur d'un pli secret qu'un des policiers retira d'office de la poche intérieure gauche de son pardessus, preuve que la dénonciation devait être précise et visait nettement l'espionnage ».

La suite de cette terrible journée a été racontée par *Marius* lui-même, dans un style qui est bien celui d'un commissaire de police : voici quelques extraits de cette déposition :

« ... rue Traversière, 6, où à la chambre n° 5, nos habits nous furent littéralement arrachés du corps et fouillés minutieusement pendant que nous nous tenions nu et les bras en l'air, au milieu de la pièce occupée par une quinzaine de membres de la G.F.P. Après une demi-heure d'attente dans cette position, nous avons été autorisés à endosser nos vêtements. Nous étions accusés d'être un certain *Marius Flytox* que la G.F.P. recherchait depuis 1942 comme organisateur et chef du Mouvement National Belge.

(...)

(158) Après une première tentative d'arrestation qui a échoué grâce à l'intervention de la police belge : je viens de l'évoquer.

(159) Ici figure le véritable nom d'*Ernest* que je ne puis citer.

(160) C'est *Mario*, Léo Lejeune, rédacteur en chef de *La Voix des Belges*.

(161) Local de la *Gebeime Feldpolizei* (G.F.P.) qui exécute les arrestations décidées par l'*Abwehr*.

(162) Ce récit date d'octobre 1944. En juillet, *Berger*, « réfugié » chez *Zéro*, avait déjà raconté cette histoire qu'il terminait ainsi : « Tous les agissements ont été faits sur les indications exactes données par ... qui avait su capter la confiance de ses malheureux collègues ».



Nous avons nié être la personne recherchée, malheureusement notre refuge étant connu de la G.F.P., des documents probants furent découverts à cet endroit ainsi que dans d'autres lieux où travaillaient certains de nos collaborateurs.

(...)

Des menottes à crans nous furent placées aux poignets et fortement serrées. Nous les avons gardées au moins de 13 h 30 jusqu'à environ 19 h 30, ceci afin de nous obliger à reconnaître que nous étions Marius Flytox. Le même soir, nous avons été conduits en auto à la caserne Ste-Anne à Laeken, les yeux bandés et toujours les menottes serrées aux poignets. Ces dernières ne nous furent enlevées que dans une petite chambre de tortures... (...).

Le lecteur devinera la suite de cette soirée de cauchemar que va passer *Marius*, de même que ses amis d'ailleurs. Nous nous contenterons ici du témoignage « pudique » d'un *Sonderführer* de l'*Abteilung III f* de l'*Abwehrstelle* de Bruxelles.

« ... MM. DEFONSECA et M. ... (163), ainsi qu'un particulier assez âgé, chauve, portant toujours une veste de cuir (164) furent placés à la caserne Ste-Anne pour que le secret de leur arrestation fût gardé (165). (...).

Le soir des arrestations des dirigeants du M.N.B., ils furent emmenés au 1er ou au 2ème étage du corps de garde de la caserne Ste-Anne. Tous trois furent soumis, à plusieurs reprises je pense, à la *verschärfte Vernehmung*.

Je n'ai pas assisté à ces sévices car M. ... nous a invité à sortir de la pièce à ce moment... (166) ».

*Marius* est conduit en cellule « vers minuit ». Ainsi se termine cette journée du 17 février 1944. Elle marque un évident succès pour les Allemands, car l'affaire du M.N.B. sera de l'avis du chef de l'*Abteilung III f*, « la plus importante affaire de toute sa carrière à l'*Abwehrstelle* - Bruxelles ». Nous verrons que la prise aurait pu être meilleure encore !

#### VENDREDI 18 FEVRIER 1944

Le travail continue normalement dans les provinces — celle d'Anvers exceptée — car on ignore tout des événements de la veille.

*Fabius* est toujours caché, 135 avenue du Roi, dans l'attente d'instructions qui, bien sûr, ne lui seront pas données. Ce jour-là, il envoie *via* le poste *Glove* un câble à Londres :

(163) *Brochet*.

(164) *Mario*, Léo Lejeune.

(165) C'est, dans l'ordre chronologique, la seconde prison secrète de l'*Abwehr*. La première, celle de la caserne de Gendarmerie d'Etterbeck, fut bombardée en 1943. Initialement, selon le témoignage d'Otto Weil, elle était prévue « pour garantir le secret des agents radio arrêtés par nos services et travaillant ensuite pour nous, sous notre contrôle. Elle fut ensuite utilisée pour d'autres prisonniers dont l'arrestation devait être tenue secrète ».

(166) Chef du Bureau III F à ce moment. Il fait sortir les membres de l'*Abwehr* car il leur était, tout au moins théoriquement, interdit d'assister à un « interrogatoire renforcé ». Celui-ci, prévu dans les consignes de la G.F.P., consistait en une bastonnade qui devait être expressément autorisée par le directeur même de la G.F.P. Il est arrivé souvent que ces précautions et ces limitations soient « dépassées ».

## « 18 EIGHTEEN STOP

FROM FABIUS R.P.T. FABIUS PRIS CONTACT / M.N.B. R.P.T.  
M.N.B. ENVOYEZ URGENCE SPECIAL CONTAINER ARMES  
SILENCIEUSES ET PORTATIVES LEGERES STOP ME FAUT  
ARMES POUR QUATRE COMITES RECEPTION STOP PEUT  
IMPRIMER SUR PLACE (...) ECOUTER-A / TOUS LES JOURS  
QUATORZE HEURES G.M.T. SUR SOIXANTE-CINQ QUARANTE  
ET SOIXANTE-SEPT VINGT BYE ».

Ces communications ne seront malheureusement plus nécessaires.

Le « Groupe G » prête son concours pour déménager en hâte d'importantes archives, concernant l'évacuation d'aviateurs notamment. Elles se trouvaient cachées dans une mansarde de la rue de la Glacière à Saint-Gilles qui ne figurait sans doute pas au nombre des « bureaux » (167) du M.N.B. connus d'Ernest.

L'instructeur-saboteur *Hortensius*, après Namur, continue sa tournée d'inspection des objectifs possibles. Il est maintenant à Liège, toujours accompagné de Joseph D. qui, parvenu à Londres (168), décrira ainsi cette journée :

« Nous passâmes la nuit à Namur et le lendemain matin nous partîmes pour Liège pour effectuer le même genre de travail. Mal nous en prit, car arrivé à Liège, où je devais rencontrer mon collègue ... (169), son épouse me fit savoir que son mari venait d'être arrêté. Elle me montre un télégramme (arrivé trop tard) envoyé pour son mari par son camarade (...), Albert, qu'elle ne comprenait pas mais qui pour moi était très significatif.

Le contact étant rompu à Liège, nous n'eûmes plus qu'à revenir à Bruxelles où d'autres surprises nous attendaient. Je me rendis d'abord, dès mon débarquement en gare du Nord, à une boîte postale d'où je pourrais téléphoner au Patron, et où il devait passer la veille ; la tenancière de la papeterie me fit savoir que ni le Patron ni mon collègue *Brochet* n'étaient passés. Cela m'inquiéta. De plus je ne recevais pas de réponse au bout du fil.

J'installai le spécialiste dans un café de la Barrière de St-Gilles en lui recommandant de ne pas bouger de là, que j'allais aux nouvelles et que je le ferais prendre. Je me dirigeai vers mon domicile pour avoir des éclaircissements sur ce qui se passait. Arrivé chez moi, j'allais rentrer, ayant remarqué que l'entrée m'était autorisée (170), lorsqu'en regardant le pas de la porte, je vis le dos d'un officier allemand qui entrait dans ma maison. Je fis demi-tour et contournai un bloc de maisons. 10 minutes après, je revins dans ma rue par le côté bas, et je m'aperçus que le signal était changé, et que de ce fait mon épouse m'annonçait qu'il y avait danger pour moi de me présenter à mon domicile ».

Il apprend bien vite la catastrophe. Il va dès lors rejoindre le Royaume Uni, après de multiples péripéties. Il a eu beaucoup de chance d'échapper au coup de filet. Le chef de l'*Abteilung III f* dira d'ailleurs : « ... par une chance extraordinaire ne put être appréhendé ».

(167) C'est le terme employé par le chef de l'*Abteilung III F*.

(168) Il rédige son rapport le 2 mai.

(169) Il supervise l'activité du M.N.B. en l'absence du chef de Province en titre qui s'est réfugié à Bruxelles (voir note 145).

(170) Allusion à l'un ou l'autre signal convenu (rideau tiré, vase sur un appui de fenêtre, etc.).

*Mill* (171) et M23 vont aussi avoir la chance de leur côté, encore qu'ici intervienne la parfaite technique de l'agent secret, résultat de nombreux mois de clandestinité ; laissons la parole à M23 :

« On a eu à certains moments une chance exceptionnelle. Lors de l'arrestation de *Marius* à la suite d'un dernier parachutage d'armes, on voulait aller le voir avec le Patron pour lui dire que c'était fini parce qu'on avait déjà « reçu sur les ongles » (172). Et j'avais un mauvais pressentiment. Un courrier devait m'arriver le matin et n'était pas venu ; et la veille, *Brochet* était inquiet. J'ai dit au Patron :

— Laissez-moi y aller seul.

— Ne fais pas l'imbécile !

— Non, laissez-moi y aller seul. Il faut que je voie ce qui se passe. J'ai préparé une liste de chambres à louer. J'ai cette liste, j'ai ma carte de la police judiciaire (173) : je viens voir qui occupe l'appartement, je viens faire un relevé. Du point de vue boche ça peut passer.

— Bien, si c'est comme cela, ça va.

— Allez m'attendre au café au coin près de Ma Campagne.

Je sonne et une bonne femme vient m'ouvrir que je ne connaissais pas. Je dis :

— Je viens voir par qui vos appartements sont occupés, voici ma carte de police judiciaire, donnez-moi les renseignements que je cherche.

L'autre femme, que je connaissais bien, est arrivée à ce moment-là. Je la vois toujours avec son chat sur les bras. Elle m'a fait un léger signe négatif du doigt. Elle a été merveilleuse.

Je suis sorti.

Il y avait là pas loin la petite voiture Opel, à une dizaine de mètres. J'avais l'impression que de tous les coins de la rue, de tous les côtés, on me regardait. Et je devais faire un effort de tous les diables pour ne pas courir ; je suis passé devant le café et j'ai fait signe au Patron. Il a très bien compris, et il a réglé son addition. J'ai fait le tour du bâtiment et lui m'a suivi à distance. On a fait quelques crochets.

Quand il a été sûr que je n'étais pas suivi, il m'a rattrapé et a dit :  
— Bon, cela s'est mal passé, hein ! Et maintenant on va aller boire un bon verre !

Il était d'un calme splendide que j'admiraïs toujours chez lui ».

#### Le Service *Mill* l'a échappé belle !

Quant au M.N.B., il continuera courageusement sa tâche car les dirigeants arrêtés ne parleront pas. Les provinces de Liège, de Namur et du Luxembourg, notamment, continueront à recueillir des renseignements qui parviendront à nouveau à M23 quand ce dernier aura rétabli les contacts après la traditionnelle période de silence.

Londres sera mis au courant par câbles reçus le 25 février :

(171) Il vient de prévenir Londres ce même jour qu'il rompaît le silence radio consécutif à l'arrestation de son « pianiste » *Bastion* survenue en fin d'année : Câble reçu de *Student* via *Student* le 18 février 1944. (...) MILL VOUS CONTACTERA A PARTIR DU SEIZE SUR HORAIRE DE NUIT STOP IL DESIRE RECEVOIR UN OPERATEUR (...)

(172) Les Britanniques, rappelons-le, désiraient un cloisonnement aussi étanche que possible entre le Renseignement et l'Action, ce qui était très beau en théorie mais pratiquement irréalisable.

(173) Fournie par *Ernest* !

« HECTOR VIA GLOVE :

20.

(...)

2. M.N.B. DESORGANISE PAR ARRESTATIONS MASSIVES  
MAIS FABIUS ET VALENTINE (174) SAUFS.

(...)

FROM VOLUMNIA (175) VIA GLOVE

24 FEBRUARI 1944 (176)

M.N.B. BRUXELLES NAMUR ANVERS LIEGE BRULE EN  
MEME TEMPS COPIES INSTRUCTIONS POUR M.N.B. PROBA-  
BLEMENT EN MAINS ENNEMIES EN POSSESSION DES ORI-  
GINALES IMPOSSIBLE TRAVAILLER AVEC M.N.B. FLANDRES  
POSSIBILITE FORMER GROUPES DE DISTRIBUTIONS AVEC  
GABY ATTENDS D'URGENCE INSTRUCTIONS FABIUS

SPECIAL IDENTITY CHECKS PRESENT GRPS 50

NO OF LETTERS 235

TP AT 1715 PD 4 W

QSL AT 1715 GMT

OK RLSE (177) ».

La réponse pour *Glove* part le 25 :

« (...)

SORRY ABOUT M.N.B. RPT M.N.B. KEEP US ADVISED STOP  
LOOK AFTER FABIUS AND VALENTINE PENDING OUR  
INSTRUCTIONS ».

Enfin, dès le lendemain, la décision logique est prise.

« POUR FABIUS STOP REGRETTONS NOUVELLES M.N.B.  
STOP (...)

INFORMEZ CAESAR (178) et FABIUS INSTRUCTIONS M.N.B.  
RPT M.N.B. RELATIVE AU MAINTIEN DE L'ORDRE SUPPRI-  
MEES STOP SI ELLES AVAIENT ETE COMMUNIQUEES DOI-  
VENT ETRE REPRISES STOP NOUVELLES INSTRUCTIONS  
SUIVRONT (179) ».

Les responsables du troisième Directoire en recevront effectivement plus tard. Mais ceci dépasse chronologiquement le cadre de mon récit.

(174) C'est le second nom de code d'*Hortensius*.

(175) C'est le second nom de code de *Fabius*.

(176) Sur l'original, un cachet mentionne « reçu le 25 février ».

(177) C'est la première fois que j'ai l'occasion de donner l'original d'un câble pour l'histoire du M.N.B. et j'en profite pour donner certains détails. L'*Identity check* est l'un des *Security checks* qui permettent de savoir exactement à quel opérateur Londres a affaire et s'il travaille en pleine liberté. Tel est aussi le rôle des lettres « 235 » dont la présence aurait averti les Anglais du danger. QSL à 17.15 signifie, en code radio international, que la « Centrale » a accusé réception du message à cette heure. GRPS 50 signifie que le message original codé comprenait 50 groupes de 5 chiffres. De plus, l'original mentionne que le câble a été reçu à partir de 13.57 GMT et décodé à 17.15. La Sûreté belge le recevra le lendemain.

(178) Responsable de la coordination, successeur d'*Hector*.

(179) Elles auraient peut-être été modifiées de toute manière car les autorités belges de Londres commencent seulement à prendre vraiment conscience des difficultés que crée ce problème du « Maintien de l'Ordre » face à une certaine rivalité des Mouvements « du terrain » et des responsables « en place ».

Je ne voudrais pas toutefois y mettre fin sans signaler que *Marius, Brochet, Mario* ... et leurs amis furent en définitive embarqués dans le dernier convoi à destination de l'Allemagne. Ce « train fantôme » n'y parviendra jamais et devra revenir à la gare de Bruxelles *Petite Ile*, le 3 septembre (180).

Gageons qu'il y avait des membres du M.N.B. parmi les magnifiques cheminots qui réussirent cet ultime exploit !

Quant à *Mill*, qui est malade, il ne reprendra le contact radio que le 27 février. Le 2 mars, il confirmera la « casse sérieuse dans M.N.B. » et terminera laconiquement :

« (...)   
 AVONS ROMPU RELATIONS FIN ».

J'ai eu le privilège de passer quelques heures — trop brèves — avec *Mill* et j'ai entendu M23 en parler avec un accent de sincérité qui ne peut tromper. Je sais donc combien il y a ici de remarquable pudeur et de calme courage de *Mill* face à un mauvais sort qui pouvait, bientôt, devenir le sien.

(180) Avec *Millstone* d'ailleurs qui est arrêté en mai 1944.